

International Panel on Exiting Violence

CHAPITRE 2

DÉRADICALISATION

 fondation
maison des
sciences
de l'homme

 *Carnegie*
CORPORATION
OF NEW YORK

CHAPITRE 2

Déradicalisation

Responsable : Shashi Jayakumar

Contributeurs : Bartolomeo Conti, Rahma Dualeh, Phil Gurski, Ann-Sophie Hemmingsen, Fredrick Ogenga, Ekaterina Sokirianskaia

« Rares sont les domaines de recherche en sciences sociales sur lesquels tant a été écrit avec aussi peu de preuves » (Schmid et Jongman 1988). Notre compréhension des mécanismes qui font basculer un individu dans la violence au nom de principes, d'une idéologie ou d'une religion a progressé dans une certaine mesure, mais elle demeure insuffisante, tout particulièrement parce que beaucoup d'études traitent des chemins qui mènent à la pensée et l'action radicales comme s'il s'agissait de concepts statiques et monolithiques. Ce manque de clarté sur les éléments déclencheurs de la radicalisation et le manque d'études de terrain convaincantes sur le sujet donnent lieu à une incertitude tout aussi importante quant aux solutions envisageables pour « déradicaliser » des individus. Nombre de régimes juridiques nationaux se contentent de préconiser un traitement judiciaire « ordinaire » des extrémistes violents, semblable à celui réservé aux criminels de droit commun (à savoir l'emprisonnement). Quoique des procédures judiciaires et même pénales se justifient dans certains cas, il faut néanmoins reconnaître que beaucoup d'individus radicalisés aujourd'hui en prison seront à terme remis en liberté sans que leur idéologie violente ait changé – pour certains, elle en sera peut-être même renforcée. Les approches sécuritaires peuvent fonctionner, mais par elles-mêmes, elles ne suffisent pas à endiguer de futures attaques motivées par une idéologie. Ainsi, la déradicalisation, la réhabilitation et la réintégration apparaissent comme des alternatives prometteuses aux mesures punitives conventionnelles qui, à elles seules, ne parviennent pas toujours à s'attaquer à la source de la violence.

RADICALISATION / DÉRADICALISATION

Ce que l'on entend par « radicalisation » fait l'objet de beaucoup de débats au sein des milieux politiques et académiques¹, en partie parce que le sens du terme « radical » dépend du contexte culturel dans lequel il est employé. Pour Alex Schmid, on entend par là, d'une part, le fait de « promouvoir un changement politique profond, en se fondant sur la conviction que le statu quo est inacceptable, alors qu'il existe aux yeux du radical une alternative fondamentalement différente » ; d'autre part, « les moyens défendus pour entraîner cette transformation radicale du gouvernement et de la société peuvent être soit non violents et démocratiques (par la persuasion et la réforme), soit violents et non démocratiques (par la coercition et la révolution) » (Schmid 2013 : 8; 2011: 679-680).

1. Pour donner un échantillon des différentes définitions académiques : la radicalisation est « un processus de développement personnel à travers lequel un individu adopte des idées et des visées politiques ou politico-religieuses de plus en plus extrêmes jusqu'à devenir convaincu que ces fins justifient le recours à des méthodes extrêmes » (Ongering 2007), « le processus social et psychologique d'engagement graduel dans une idéologie politique ou religieuse extrême » (Horgan et Bradock 2010), ou encore (de façon plus simple, voire peut-être simpliste), « le processus qui amène des individus et des organisations à adopter des stratégies violentes – ou à menacer de le faire – afin d'atteindre des objectifs politiques » (Olesen 2009). Ces définitions sont opportunément compilées dans Schmid (2013 : 17-18).

Comme l'ont remarqué des experts du gouvernement australien en 2011, « les spécialistes de la radicalisation ne sont en accord que sur très peu de points, sinon le fait que la radicalisation est un processus. En dehors de cela, les études existantes diffèrent tant qu'il en devient impossible de les comparer » (Nasser-Eddine et al. 2011 cité dans Schmid 2013). Récemment, des spécialistes comme John Horgan ont montré qu'il existe des failles profondes dans les raisonnements qui partent du postulat que le chemin vers l'engagement violent suit une progression (« radicalisation ») linéaire. Il s'agit au contraire d'un processus très fluide : la vaste majorité des « radicalisés » ne prendra jamais part à des actions violentes. Un nombre croissant d'éléments semblent d'ailleurs indiquer que ceux qui s'inscrivent dans une trajectoire de violence n'entrent pas dans la catégorie des « radicalisés » selon les définitions couramment admises dans les milieux académiques ou judiciaires (Knefel 2013).

Le terme « radicalisation », tel qu'il est communément utilisé aujourd'hui, a évolué à la suite des attaques du 11 septembre en conséquence d'un phénomène complexe impliquant l'interaction de dynamiques personnelles et locales avec des phénomènes transnationaux. Il faut souligner que les phénomènes de radicalisation peuvent apparaître en dehors du cadre de la religion, comme l'illustrent les exemples de mouvements d'extrême gauche et d'extrême droite en Europe au cours du vingtième siècle. Bien avant le 11 septembre, diverses études ont vu le jour sur des individus ou des groupes ayant eu recours à la violence au nom de leur cause (l'ETA, l'IRA, la fraction Armée rouge, pour en nommer certains) (Moghadam 2012; Kassimeris 2011; Alonso 2011; Rosenau et al. 2013). Là encore, il n'existe aucune réponse qui permette d'expliquer pourquoi des individus s'engagent sur cette voie, ou pourquoi certains persévèrent quand d'autres s'en écartent².

De multiples moteurs

En l'état, le consensus universitaire et scientifique actuel ne permet pas d'affirmer qu'une « personnalité terroriste » existe, et encore moins que tous les terroristes sont mentalement instables par définition. Comme le fait remarquer Andrew Silke, quarante années d'études sérieuses laissent à penser que « les terroristes sont essentiellement des individus ordinaires ». Comme tout un chacun, les terroristes ne forment pas un groupe monolithique. Leur motivation première n'est pas toujours d'ordre religieux (Kruglanski 2014), et les individus radicalisés peuvent être des personnes équilibrées comme instables psychologiquement, des citoyens modèles comme des criminels endurcis, ou des minorités marginalisées comme des citoyens bien intégrés à l'avenir vraisemblablement prometteur.

L'anthropologue Scott Atran a dirigé des équipes qui, au cours d'enquêtes qualitatives menées en première ligne en Irak, ont interviewé des combattants (membres du PKK ou de milices arabes sunnites, Kurdes de l'armée irakienne, combattants de l'État islamique faits prisonniers). Ces entretiens sont complétés par des études en ligne pour explorer les raisons qui poussent les combattants à prendre les armes. Ces recherches s'appuient sur un cadre théorique qui comprend des travaux sur les valeurs sacrées (les valeurs que les individus refusent d'abdiquer pour quelque prix que ce soit) et sur la fusion identitaire (sentiment de lien indissociable entre soi-même et le groupe). En effet, les individus deviennent particulièrement disposés à accepter les sacrifices et à prendre part à des actions extrêmes lorsqu'ils ont pour motivation la défense de valeurs sacrées non négociables, qui peuvent être religieuses ou profanes, et lorsqu'ils associent ces valeurs à un groupe auquel ils se sentent viscéralement liés et qui leur insuffle un sentiment collectif d'invulnérabilité. La majorité des sujets interrogés considère que leur force spirituelle est intrinsèquement connectée à leurs valeurs sacrées, ce qui les a rendus plus enclins au sacrifice (Gómez et al. 2017 : 673-679; Davis 2017).

2. On trouvera dans Coolsaets (2016 : 7-15) un compte rendu utile et bref de l'évolution du terme « radicalisation » post-11 septembre, en particulier en Europe.

Grâce à des études sur le terrain comme celle-ci, nous en savons désormais bien plus sur les dynamiques de groupe autour des individus qui commettent des actes de violence au nom d'une cause. En revanche, pour ce qui est des éléments déclencheurs – s'il en existe – de la formation initiale de tels groupes, ou de ce qui attire un individu vers de telles causes, nous ne sommes pas plus proches aujourd'hui que nous l'étions il y a seize ans de comprendre ce qui amène un individu à basculer dans la violence au nom d'une doctrine, d'une idéologie ou d'une religion.

« L'absence persistante de consensus sur les moteurs de la radicalisation permet en partie d'expliquer pourquoi les programmes de déradicalisation tendent à être des mosaïques d'objectifs en tout genre, allant de la cohésion à la répression en passant par les contre-discours. De plus, le nombre dramatique de moteurs possibles de l'extrémisme fait naître la tentation de les grouper en une quantité plus supportable d'axes d'approche, ce que l'on retrouve avec les listes d'"indicateurs de radicalisation". [...] Comme l'ont réalisé nombre d'acteurs de prévention de première ligne, parler de théologie ou d'idéologie lorsque l'on a affaire à des individus "radicalisés" s'avère généralement inutile. En revanche, se concentrer sur l'idéologie plutôt que sur le contexte a permis de contourner le défi important que représente l'élaboration d'une stratégie à multiples facettes mobilisant l'ensemble du gouvernement. Cela a également permis de faire reposer toute la responsabilité sur l'individu radical, et par là même de minimiser les causes circonstancielles qui sont partie intégrante de l'environnement social et du contexte dans lequel l'individu vivait. Dès lors, la société a pu être dédouanée de sa part de responsabilité dans l'émergence de ces environnements qui font le lit du radicalisme. » (Coolsaets 2016)

Approche générale : pas de modèle de radicalisation, donc pas de modèle de déradicalisation

La notion de déradicalisation dépend strictement des notions de radicalisation : sans comprendre les causes de cette dernière, comment pourrait-on réintégrer les radicalisés ? Tant que la radicalisation restera une notion à la définition floue et changeante, il en ira de même pour la déradicalisation, ce qui s'exprime à son tour par une incertitude quant aux méthodes à employer pour déradicaliser des individus. Si l'on ne sait que peu sur ce qui pousse les individus au terrorisme, on en sait encore moins sur ce qui leur permet d'y renoncer.

Il est important de mieux faire la distinction entre « déradicalisation » et « désengagement ». Par « déradicalisation », on entend le processus par lequel des individus sont détournés de leur trajectoire de violence, parfois en essayant de changer leur état d'esprit ou leur idéologie, ou à travers d'autres formes de réhabilitation. Le « désengagement », en revanche, réfère à un processus qui peut durer des mois sinon des années et par lequel des individus autrefois radicalisés se désengagent du groupe violent, mais conservent leurs convictions précédentes. Cela peut s'expliquer parce qu'ils ne sont (1) plus disposés à enfreindre la loi pour l'accomplissement de leurs buts, ou (2) plus convaincus de la nécessité d'avoir recours à la violence pour parvenir à leurs fins (Barrett et Bokhari 2008). Le désengagement peut donc se produire en l'absence de toute déradicalisation.

La déradicalisation et le désengagement ont tous deux fait l'objet de tentatives d'implémentation par de multiples États et programmes bénéficiant de leur soutien. Cependant, dans un cas comme dans l'autre, et tout particulièrement en ce qui touche au désengagement, le renoncement à la violence procède parfois d'un cheminement personnel et ne requiert pas d'intervention de la part du pouvoir.

De multiples raisons peuvent mener au désengagement. Dans certains cas, il peut s'agir d'une facette d'un désillusionnement plus profond, par exemple lorsque l'individu réalise que le quotidien au

sein d'un groupe terroriste ne correspond pas à ses aspirations ou à ses attentes initiales. Beaucoup d'individus se désengagent pour des raisons personnelles, qui peuvent aller du désir de revenir à leurs relations pré-intégration du groupe extrémiste. Le fait d'avoir connu un « tournant décisif » après avoir été incarcérés, ou après avoir vu des amis ou des innocents mourir à cause des activités du groupe. Les raisons qui motivent le désengagement varient selon les individus, il est donc extrêmement difficile d'en généraliser les causes³. La vie après le désengagement réserve souvent bien des complications à ceux qui tournent le dos à des groupes extrémistes, et les difficultés à se réintégrer subsistent aussi bien pour les désengagés que pour les déradicalisés.

En 2008, l'UN/CTITF (Bureau de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme de l'ONU) a publié un rapport dans lequel sont « identifiées onze questions stratégiques clés (ou types de programmes) » pour la déradicalisation. Certains experts pourront remettre en cause cette liste (le réendoctrinement religieux, une particularité de certains programmes nationaux, n'est pas inclus), mais celle-ci n'en est pas moins utile :

1. La coopération avec la société civile;
2. Les programmes en milieu carcéral;
3. L'éducation;
4. La promotion des alliances entre civilisations et du dialogue interculturel;
5. La lutte contre les inégalités économiques et sociales;
6. Les programmes internationaux de lutte contre la radicalisation;
7. L'Internet;
8. Les réformes des législations;
9. Les programmes de réhabilitation;
10. Le développement et la diffusion de l'information;
11. La formation et l'habilitation des organismes contribuant à l'implémentation des stratégies de lutte contre la radicalisation (Bureau de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, 2008).

Les programmes nationaux peuvent avoir les objectifs suivants :

1. Resocialiser d'anciens membres pour leur permettre de retrouver une vie normale;
2. Obtenir des renseignements, des preuves et des témoins à présenter en cour;
3. Transformer les terroristes repentis en vecteurs d'influence;
4. Semer la discorde dans le milieu terroriste;
5. Offrir une porte de sortie du terrorisme et de la vie clandestine;
6. Amoindrir la nécessité de recourir à des moyens de répression et faire plus souvent appel à des moyens humains de lutte contre le terrorisme;
7. Réduire les coûts économiques et sociaux qu'implique l'emprisonnement à long terme d'un grand nombre de terroristes.
8. Accroître la légitimité du gouvernement ou de l'organisme gouvernemental.

Pour une approche globale de la « déradicalisation »

À l'avenir, il ne fait aucun doute que davantage de programmes de déradicalisation et d'outils de détection et d'évaluation des risques verront le jour et seront mis en place dans divers pays⁴. Ces

3. Pour illustrer ce point, voir la brillante étude sur le désengagement de l'extrémisme de droite d'un seul individu (Horgan et al. 2017). Il y a un besoin urgent d'études dans la ligne de celle-ci.

4. Pour un aperçu général des programmes soutenus par les États, voir Horgan et Altier (2012).

programmes chercheront probablement à traiter le problème en amont, et à éviter les approches sécuritaires, très controversées. Il sera alors opportun d'approfondir le dialogue sur l'efficacité de ces programmes et de ces outils⁵.

S'il importe de maintenir le dialogue entre les universitaires et les acteurs de terrain, il faut aussi conserver la distinction entre les stratégies adoptées à l'échelle nationale et les méthodes ou approches développées par ces acteurs. Les pages suivantes ont pour but de présenter différentes tentatives mises en œuvre dans des théâtres géographiques divers : ce qui fonctionne, ce qui est prometteur et ce qui n'a pas abouti. L'objectif n'est pas d'apporter des solutions universellement applicables, mais plutôt de suggérer des pistes provisoires de travail et d'attirer l'attention sur certains modèles ou mécanismes porteurs de promesses dans des lieux et des contextes précis.

VERS UN MODÈLE EUROPÉEN DE DÉRADICALISATION ?

Récemment, les pays européens ont été confrontés à un nombre croissant de jeunes gens (souvent nés et élevés en Europe) intégrant des groupes djihadistes. Cette récente montée de la radicalisation paraît plus préoccupante que les précédentes en raison du nombre important de jeunes concernés et de l'hétérogénéité de leurs profils. En réaction, au cours des vingt dernières années, de nombreux pays européens ont implémenté des stratégies de prévention ainsi que des programmes expérimentaux visant à désengager et déradicaliser les individus qui ont basculé dans une trajectoire de violence à cause d'une idéologie extrême. Les pages suivantes visent à dresser les grandes lignes de cette approche européenne (encore) contradictoire et incertaine de la « déradicalisation ».

Réponses nationales à des problèmes transnationaux

Les programmes européens abordés ici ont été élaborés à partir des années 2000, et ont généralement deux objectifs potentiellement contradictoires : réintégrer les individus radicaux et les punir. Certains de ces programmes de sortie – pour la plupart conçus à l'origine pour aider les radicalisés d'extrême droite à quitter leurs mouvements – œuvrent auprès d'individus déjà incarcérés ; d'autres font le choix de traiter le problème en amont en œuvrant auprès d'individus jugés « à risque » mais qui n'ont pas encore pris part à des activités illégales. Ces programmes font intervenir un grand nombre d'acteurs variés (psychologues, imams, analystes politiques, assistants sociaux, etc.) et se basent sur des méthodes diverses et parfois même contradictoires.

Le Danemark développe depuis les années 2000 un plan d'action complexe pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme. La ville d'Aarhus, à travers le lancement du programme de sortie « Déradicalisation et réhabilitation des djihadistes », est devenue aujourd'hui un véritable laboratoire de lutte contre la radicalisation. Ce programme fonctionne sur la base du volontariat et avec la participation des familles. Un mentor est affecté à chaque participant qui travaille sur le long terme pour susciter un processus d'autoréflexion afin que l'individu renonce à la violence comme réponse aux problèmes rencontrés. Des indicateurs portent à croire que les programmes sur mesure de ce type (opérant au cas par cas avec un système de mentorat, par exemple), sont efficaces : entre 2013 et 2014, le nombre d'individus à quitter Aarhus pour se battre à l'étranger est passé de 31 à 1 seul,

5. Les commentaires extrêmement pertinents de Michael Jacobson méritent ici d'être cités : « pour les décideurs politiques, comprendre ce qui motive les membres d'organisations terroristes ou extrémistes à les quitter est indispensable pour concevoir des programmes les encourageant à franchir ce pas. Malheureusement, le processus de désengagement n'est pas toujours aussi simple, ce qui complique considérablement l'analyse de ce qui pourrait vraisemblablement fonctionner. Quitter un groupe terroriste ou extrémiste relève souvent d'un processus long, sinueux et délicat. Un aspect plus important encore est qu'au terme de ce cheminement, le membre du groupe n'abandonne pas toujours ses convictions, donc la "réussite" en ce domaine est aussi difficile à définir qu'à atteindre » (Jacobson 2010).

bien que, depuis, l'apogée de l'État islamique (EI) ait causé une recrudescence des départs. Toutefois, comme nous l'avons déjà souligné, mesurer la déradicalisation n'est jamais chose aisée.

En Allemagne, le Centre pour la culture démocratique (ZDK) a développé le programme de déradicalisation Hayat (<http://hayat-deutschland.de/english>) (Köhler 2013) sur la base des méthodes et pratiques mises en place précédemment dans le pays pour lutter contre l'extrémisme de droite. Ce programme adopte une démarche centrée autour de la famille et met l'accent sur les composantes émotionnelles de la déradicalisation. Il joue un rôle clé dans la déradicalisation de jeunes djihadistes à travers la mise en œuvre d'actions qui s'adressent aussi bien aux jeunes individus au début de leur processus de radicalisation qu'à ceux qui sont d'ores et déjà radicalisés, ou même sortent de divers théâtres de djihad et expriment une volonté de revenir en Allemagne.

En Grande-Bretagne, où près de 700 individus sont partis en Syrie parmi lesquels 400 sont depuis revenus, une véritable politique de lutte contre la radicalisation a été implantée à la suite des attaques de 2005 (Stuart 2015)⁶. Ce programme a deux principaux éléments distinctifs : les autorités locales et des acteurs musulmans participent aux efforts de prévention et de déradicalisation. La collaboration des acteurs musulmans a donné naissance à un éventail d'initiatives originales très innovantes, mais aussi controversées, à commencer par Unity Initiative (www.unity-initiative.co.uk) dont la méthodologie combine le recours à des lectures alternatives du djihad et des méthodes issues des sciences sociales et comportementales.

Construction d'une approche européenne : consensus et désaccords sur les principes, les outils et les méthodes

Au cours des dernières années, les lignes directrices pour un modèle européen de déradicalisation (qui demeure fortement déterminé selon les traditions nationales ou les situations spécifiques) semblent avoir vu le jour, et notamment un éventail de principes, d'outils et de méthodes pour encourager des individus à se retirer d'un processus de radicalisation en les réhabilitant dans la société. Contrairement à beaucoup de programmes au Moyen-Orient ou en Asie, l'Europe ne met pas l'accent sur le réendoctrinement, que ce soit au sens idéologique ou (encore moins) au sens religieux, mais promeut plutôt la « sortie » du mouvement auquel l'individu appartient, notamment à travers le désengagement (Dalgaard-Nielsen 2013 : 99-100). Outre le mentorat individuel, la majorité de ces programmes partage une ou plusieurs des caractéristiques suivantes : un travail personnalisé, une implication de la famille ou même de la communauté, un suivi (religieux ou idéologique, selon le profil de l'individu) et un travail de développement de la résilience, de la pensée critique, de l'empathie et de l'estime de soi. Pour essayer de mieux s'adresser aux individus radicalisés, certains de ces programmes font appel à des « anciens », à savoir des individus qui ont auparavant eux-mêmes fait partie de mouvements extrémistes.⁷

Le « modèle d'Aarhus »

Ces dernières années, la ville danoise d'Aarhus a attiré l'attention du monde entier avec sa démarche d'intervention auprès des individus radicalisés (et « préradicalisés »). Le « modèle d'Aarhus » (qui est entré en application dans le pays entier) s'articule sur l'étroite coopération qui existe de longue date entre les écoles, les services sociaux et la police (SSP, pour « School, Social services and Police »). Cette

6. Quant aux nombres d'individus revenus de l'État islamique au Royaume-Uni, voir Barrett (2017 : 13).

7. Pour une vue d'ensemble de ces programmes, de leurs approches et de leurs méthodes, voir Radicalisation Awareness Network (2018 : 89-95). Pour un point de vue de terrain sur l'importance de la famille dans un processus de « sortie », voir Kohler (2013 : 182-204).

approche pour obvier au problème des jeunes hommes (majoritairement) considérés comme soit radicalisés, soit en voie de radicalisation, a vu le jour en 2007 en réponse à la présence dans la ville d'un petit nombre d'extrémistes de droite. Elle a été de nouveau testée – et mise en pratique – lorsque des individus de la diaspora somalienne vivant à Aarhus ont commencé à rejoindre les rangs d'al-Shebab. Subséquemment, une seconde vague de résidents d'Aarhus s'est radicalisée; certains sont partis combattre avec l'État islamique (EI), d'autres, à divers degrés de « radicalisation », ont fait le choix de rester. L'initiative SSP prend la forme d'un engagement et d'un partenariat communautaires qui permet à des organismes divers de coopérer et d'échanger des informations au sujet d'individus soupçonnés d'être en voie de radicalisation. Quand un individu est identifié, les autorités (la police, parfois par l'intermédiaire d'un imam) le contactent et lui proposent de l'aide. Un mentor est affecté à ceux qui acceptent cette main tendue. Dans l'ensemble, la relation de mentorat n'est pas idéologisée et n'impose pas de débats sur la doctrine religieuse (contrairement à d'autres approches entreprises ailleurs qui demandent un suivi religieux). Cependant, tous les sujets peuvent être abordés au cours des discussions et des activités qui prennent place entre le mentor et le mentoré. Comme en témoigne un mentor: « Avec chacun d'entre eux, je peux être et suis amené à aider avec les devoirs, les candidatures, des choses pratiques comme ça. Mais on parle aussi, beaucoup même, à propos de religion, d'islam, de liberté d'expression, de politique, de relations internationales. Deux fois par semaine, on a des conversations sérieuses, philosophiques et intellectuelles pendant deux, trois heures. »

Le modèle d'Aarhus est devenu célèbre pour sa capacité apparente, à travers les méthodes décrites, à détourner les individus radicalisés et préradicalisés de leurs trajectoires. Comme le remarque Preben Bertelsen, un professeur de psychologie à l'université d'Aarhus, c'est une approche qui se consacre à l'inclusion: « Ce sont de jeunes gens qui font face aux mêmes obstacles que les autres – prendre contrôle de leur vie, comprendre la logique des choses, trouver une place satisfaisante dans la société. Nous nous devons de leur dire: à condition que vous n'ayez rien fait de criminel, nous allons vous aider à retrouver votre chemin. »

Cette approche est parfois source de malentendus. Les détracteurs du modèle d'Aarhus le critiquent parce qu'ils le jugent trop laxiste: ce programme dorloterait des individus qui pourraient être en désaccord avec les principes constitutifs de la société danoise, ou qui pourraient même ourdir des actes terroristes au Danemark. Cette dernière idée pourrait être fondée sur un malentendu: les individus soupçonnés d'être responsables d'actes criminels ou terroristes (ou d'en préméditer), sur le territoire national comme à l'étranger, ne peuvent pas se porter candidats à l'intervention précoce; ils peuvent au contraire être renvoyés devant les autorités compétentes et faire l'objet d'une enquête, voire de poursuites.

Les autorités locales reconnaissent que leur modèle n'est pas parfait. Certains individus qui avaient été identifiés comme possibles candidats, voire approchés pour prendre part au programme, sont partis combattre pour l'EI en Syrie ou en Irak. De plus, parmi ceux qui reviennent de champs de bataille à l'étranger, certains refusent toute main tendue (ou quittent le programme après un court laps de temps). Il semble que beaucoup de ceux qui reviennent sont désabusés par ce qu'ils ont pu voir, quoiqu'il soit extrêmement difficile de mesurer cela objectivement, ou de mesurer à quel degré ils nourrissent encore des pensées de djihad, de passage à l'acte violent, voire même de nouveau départ vers des champs de bataille étrangers.

Le modèle d'Aarhus fonctionne-t-il? Entre 2013 et 2014, le nombre d'individus à quitter la ville pour se battre à l'étranger est passé de 31 à 1 seul, bien que, depuis, il semblerait que l'apogée de l'EI ait causé une recrudescence des départs. Le modèle d'Aarhus sera sans doute amené à évoluer encore à l'ère de l'EI et post-EI.

Documents sources et lectures d'approfondissement: Henley (2014); Pedersen et Stothard (2015); Kühle et Lindeskilde (2010); Higgins (2014); Braw (2014); Agerschou (2015).

Pour un aperçu de ce que les mentors vivent et ce à quoi ils sont confrontés au Royaume-Uni, voir Spalek et Davies (2012).

Les trajectoires de radicalisation sont nombreuses, les solutions miracles inexistantes

Approche interdisciplinaire. Bien qu'il soit encore souvent difficile, voire exceptionnel, de réunir des professionnels de différentes disciplines ou de différents secteurs pour travailler autour d'une même table, adopter une approche interdisciplinaire est devenu une condition sine qua non du succès de tout programme. En effet, l'idée que les causes de la radicalisation sont multiples fait aujourd'hui consensus.

Évaluation du degré de radicalisation

Établir une relation de confiance. Plutôt que d'adopter une approche accusatoire, la plupart des programmes qui connaissent du succès emploient une approche constructive, basée sur l'établissement d'une relation de confiance entre leur personnel et la personne ciblée.

Penser le travail autour des trajectoires biographiques. Il importe de baser le travail sur les trajectoires individuelles; en effet, cela s'est révélé être l'un des outils les plus pertinents pour « isoler » les individus de leurs groupes et leur permettre d'entamer un processus d'autoréflexion sur leur trajectoire propre.

Réhabilitation sociale, familiale et professionnelle. Comme le soulignent de nombreux spécialistes, la radicalisation est souvent la conséquence d'une aliénation familiale, sociale ou professionnelle de la personne. Le processus de réinsertion consiste aussi à renouer des liens avec des membres de la famille, reconstruire une vie sociale et réintégrer un environnement professionnel.

L'inefficacité des discours alternatifs et de la rééducation idéologique. Les discours alternatifs semblent avoir un impact minime sur les radicalisés. En effet, comme l'ont démontré des recherches de terrain et des programmes pratiques, les individus radicalisés rejettent les discours produits par « l'ennemi ». Il est possible que les discours alternatifs produisent des résultats positifs lorsque le processus de réhabilitation a atteint un stade avancé. En Europe, la plupart des programmes évitent de se focaliser sur la rééducation idéologique ou théologique, mais cette question demeure hautement polémique dans certains pays européens, dont la France.

Les prisons, sources d'opportunités ?

« La plupart des analyses sur les prisons s'y intéressent en tant que sites potentiels de radicalisation, bien qu'elles puissent aussi être un environnement source d'opportunités de déradicalisation. Comme l'a fait remarquer un psychologue du gouvernement britannique, en prison, les terroristes et les extrémistes se retrouvent plongés dans un environnement radicalement différent, et sont forcés à interagir avec une grande variété d'individus, y compris non musulmans. Il n'est alors pas étonnant qu'un certain nombre de personnes se soient détournées du djihadisme ou de l'extrémisme au cours de leur incarcération. Maajid Nawaz, l'ancien responsable de Hizb ut-Tahrir et britannique de naissance, a commencé à ressentir des doutes sur cette organisation durant son séjour dans une prison égyptienne. Comme il en a témoigné ultérieurement : "Mon expérience en prison a été une étape décisive de ma déradicalisation." La prison était un environnement relativement propice à un dialogue ouvert, et Nawaz était entouré d'activistes laïques égyptiens, tels que Saïd Ibrahim et Ayman Nour. De surcroît, en prison, Nawaz a appris l'arabe et a entrepris d'élargir son horizon en lisant un large éventail de textes musulmans classiques. Mosab Hassan Yousef, lui, s'est détourné du Hamas, et même de l'islam, en prison. Il a dit plus tard que durant son séjour dans une prison israélienne, il a entrepris la lecture d'une grande variété de textes, parmi lesquels la Bible. En étudiant la Bible vers par vers, il a commencé "à voir les choses différemment". » (Jacobson 2010 : 20)

Comment trouver un équilibre entre besoins sécuritaires et réinsertion ?

L'équilibre entre besoins sécuritaires et la réinsertion sociale des radicalisés est l'un des principaux points de divergence non seulement entre différents pays, mais également entre différentes initiatives au sein d'un même pays.

Au-delà de l'emprisonnement : comme Farhad Khosrokhavar l'a montré à travers ses recherches en milieu carcéral, l'emprisonnement peut contribuer au processus de radicalisation.

SINGAPOUR ET INDONÉSIE : PERSPECTIVES EN ASIE DU SUD-EST

Comme l'Europe, l'Asie du Sud-Est présente des situations extrêmement diverses, il n'y a donc pas de modèle unique. Dans ces pays, les terroristes identifiés ont des profils différents, qui peuvent aller de fonctionnaires en Malaisie, un pays à majorité musulmane, aux ethnoséparatistes des minorités musulmanes en Thaïlande. Certains Asiatiques du Sud-Est, à leur retour après avoir combattu les soviets en Afghanistan, ont formé le noyau de groupes extrémistes Jemaah Islamiah (JI). Au cours des années 2000, la JI a perpétré une vague d'attentats terroristes dans la région (parmi lesquels les attaques en Indonésie et à Bali). Dans une certaine mesure, la JI a été neutralisée dans la région, où d'autres menaces ont depuis vu le jour : (1) les individus autoradicalisés à compter de 2005, et (2) le millier d'individus, selon les estimations, qui se seraient rendus sur le territoire de l'EI à partir de 2014⁸.

Est et Ouest

« (...) Nous avons vu que les programmes de sortie en Asie du Sud-Est, au Moyen-Orient et en Europe mettent tous l'accent sur la construction de relations de confiance, sur une approche constructive et bienveillante plutôt que réprobatrice, et sur l'expression d'une approche juste et professionnelle de la part des autorités. À la lumière de ce que nous apprend la psychologie sociale sur la consistance, la dissonance et la réactance cognitives, cette stratégie semble judicieuse. Mais les programmes en Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient d'un côté, et en Europe de l'autre divergent en certains points : le degré auquel les efforts déployés pour influencer un candidat à la sortie sont ouvertement assumés, et la place qui est accordée à l'idéologie. Il est encore impossible à l'heure actuelle de tirer des conclusions probantes quant au mérite relatif de ces approches en raison du manque d'évaluations indépendantes ou de données sur les taux de réussite. Néanmoins, des concepts théoriques clés et des études expérimentales de psychologie sociale peuvent nous fournir des indicateurs. Une intervention externe devrait ainsi certainement rester aussi proche du doute ressenti par le candidat à la sortie, rendre la tentative de l'influencer aussi subtile que possible, déployer des discours et des stratégies d'autoaffirmation pour réduire la résistance à la persuasion, et prendre en compte la possibilité de promouvoir un changement d'attitude via un changement de comportement plutôt que d'essayer d'exercer une influence directe sur ses croyances. En revanche, un parcours préétabli, une rééducation idéologique obligatoire ou une approche qui s'appuierait fortement sur le pouvoir de la rhétorique et des arguments – indépendamment de leur bien-fondé rationnel et théologique – n'ont que peu de chance d'aboutir à une formule efficace dans le contexte occidental » (Dalgaard-Nielsen 2013 : 110).

8. Ces chiffres sont imprécis, d'autant plus que l'on sait que nombreux sont ceux à avoir fait le voyage avec leurs familles (femmes, enfants). Après les récents revers soufferts par l'EI, on sait qu'une minorité d'entre eux ont essayé de retourner en Malaisie ou en Indonésie.

L'approche singapourienne: le Groupe de réhabilitation religieuse (GRR)

Depuis le 11 septembre 2001, quarante individus issus des minorités musulmanes ont été identifiés comme faisant partie de, ou ayant des liens avec la JI. Plus récemment, la principale menace à Singapour est venue des individus autoradicalisés, qui ont soit préparé des attaques localement, soit essayé de rejoindre l'EI. Là aussi, il n'existe pas de profil type : certains étaient jeunes, d'autres vieux, et parmi eux se trouvaient des individus des classes moyennes qui exerçaient une activité. Toutefois, aucun ne semble avoir connu la pauvreté, la marginalisation ou l'aliénation de la société ordinaire⁹. Les analyses initiales des premiers individus radicalisés incarcérés (aux alentours de 2001) suggèrent que seule une poignée d'entre eux pouvaient être caractérisés comme charismatiques, avec un profil de « meneur » ; la plupart avaient plutôt des profils de « suiveurs ». Au travers de leur instruction religieuse, de leur association à des groupes extrémistes, ou de leur endoctrinement dans des camps d'entraînement au Pakistan ou au sud des Philippines, presque tous semblaient nourrir des idées profondément erronées sur la nature et le but du djihad, ainsi que (et particulièrement) sur l'idée de cohabitation entre Singapouriens musulmans et non musulmans¹⁰.

L'approche singapourienne place lourdement l'accent sur le suivi religieux, au point d'en faire la pierre angulaire de son processus de déradicalisation. Le Groupe de réhabilitation religieuse (Religious Rehabilitation Group, ou GRR), le principal groupe auquel est confiée la mise en place des processus de déradicalisation et de réhabilitation, conduit des séances de suivi religieux pour remettre en question les croyances radicales des détenus et rectifier leurs conceptions erronées de la religion. La déradicalisation individuelle à Singapour vient briser les dynamiques de groupes militants en séparant les têtes pensantes emprisonnées et les membres clés de ceux qui les suivent (Kruglanski 2014) et assurent ensuite un suivi individuel des détenus, conduit parfois par des psychologues, mais le plus souvent par des conseillers religieux (Kruglanski et al. 2010). L'approche de Singapour se veut également holistique ; les détenus ont accès à la salle de sport, à des classes éducatives et à une assistance financière pour eux et leur famille pendant et après le programme. Ce système de support est indispensable pour amorcer la réalisation que l'« ennemi » essaie en réalité de les aider, eux et leurs proches.

À certains égards, le modèle de Singapour est une réussite. Depuis la fondation du GRR, 88 % des quarante individus connectés à la JI en détention ont été suivis avec succès et libérés (Bei Yi 2018). Alors que les individus qui appartiennent à un groupe terroriste particulier partagent une religiosité marquée par un ensemble de thèmes et de préceptes fixes et propres à ce groupe que les conseillers religieux peuvent facilement disséquer, ces derniers ont plus de mal à appréhender les individus autoradicalisés, dont les croyances proviennent de sources diverses et sont souvent entrelacées de leur propre sens de la justice et de leur propre vision. Seuls 25 % de tous les individus autoradicalisés incarcérés depuis 2007 ont été remis en liberté (Bei Yi 2018). De plus, l'âge moyen des individus autoradicalisés (beaucoup desquels ont été particulièrement influencés par l'idéologie de l'EI) est inférieur à celui des partisans de la JI. Depuis 2015, les autorités ont écroué cinq individus autoradicalisés, tous âgés de dix-sept à dix-neuf ans. De surcroît, si le taux de rechute ou de récidive à l'issue de ce processus est bas (pour autant que l'on sache, seuls deux individus ont récidivé), il faut tout de même préciser que les récidivistes en question étaient tous deux autoradicalisés (Yan Liang 2016).

9. Depuis 2014, plus d'une douzaine de musulmans singapouriens ont été influencés par l'activité sur les réseaux sociaux ou par la propagande digitale de l'EI. La grande majorité d'entre eux avaient l'intention de rejoindre l'EI en Syrie ou en Irak. Pour présenter certains des derniers cas : le 20 juin 2017, deux officiers adjoints de police ont été arrêtés pour cause d'infractions liées au terrorisme en vertu de la loi sur la sécurité intérieure (*Internal Security Act*, ou ISA) ; peu de temps après, une assistante-puéricultrice est appréhendée alors qu'elle se préparait à partir pour la Syrie avec son enfant afin de devenir une « veuve de martyr » combattant pour l'EI. Ces individus étaient tous le produit de propagande en ligne et se préparaient à passer à l'acte en joignant les rangs de l'EI.

10. Pour de bonnes vues d'ensemble du « modèle de Singapour », voir Ramakrishna (2014 ; 2009), R. Gunaratna et Hassan (2015).

Les « modèles » saoudien et singapourien

À compter du milieu des années 90, en réponse à une multitude d'incidents terroristes majeurs, le ministère de l'Intérieur saoudien a commencé à mettre au point une stratégie combinant les approches « dures » et « douces ». L'accent est principalement mis sur un suivi religieux et psychologique des détenus qui s'est élargi avec le temps pour comprendre un suivi préventif (y compris auprès des familles de détenus). De plus, des efforts particuliers ont été déployés pour déradicaliser et réhabiliter certains terroristes avant leur remise en liberté avec la création de foyers de transition spéciaux. Le noyau de cette mesure (en partie destinée aux individus rapatriés du camp de Guantánamo) est un programme religieux visant à corriger les méprises sur l'islam, mais aussi à créer un cadre pour réintégrer ces individus dans la société. L'accès à ce programme est également offert aux détenus sous la charge du ministère de l'Intérieur qui ont réagi positivement au suivi en prison. Un autre élément clé du programme est le soutien (y compris financier) et les prestations sociales dont bénéficient les détenus et leurs familles. Le dernier aspect de ce programme est un suivi continu après la libération qui s'appuie sur l'accès aux prestations sociales et une surveillance des services de sécurité pour s'assurer que l'individu remis en liberté ne retombe pas dans le terrorisme. Aux yeux des représentants saoudiens, trois étapes sont particulièrement importantes dans le processus de resocialisation d'un individu : le mariage (ou, le cas échéant, les retrouvailles avec femme et famille), la formation continue et le retour sur le marché du travail. Le programme saoudien a accueilli plus d'un millier d'individus dans ses foyers de transition, avec, selon les chiffres officiels (qui sont eux-mêmes contestés), un taux de récidive très faible. Les spécialistes s'accordent à dire qu'il s'agit d'un programme très spécifique à son environnement culturel et contextuel, composé d'un certain nombre d'éléments qui ne seraient pas facilement reproductibles dans d'autres pays.

Les modèles saoudien et singapourien se distinguent par leurs arrière-plans culturels et sociétaux. La société singapourienne est multiethnique et multiconfessionnelle (la population musulmane représente environ 15 % des résidents). À Singapour, beaucoup de travail (qui n'apparaît pas immédiatement comme faisant partie du travail de CVE) est réalisé en amont, à travers des programmes d'engagement communautaire et de dialogue interconfessionnel visant à assurer la compréhension et la tolérance entre les différentes communautés. Il existe une différence notable entre les programmes de déradicalisation des deux pays : le programme saoudien opère à bien plus grande échelle. Ils partagent cependant des points communs : les efforts pour corriger les idées fausses en matière de doctrine religieuse, et un élément de suivi après la remise en liberté qui passe par une combinaison de surveillance et de soutien à l'individu (et à sa famille) pour s'assurer que ce dernier ne se « reradicalise » pas. Ces deux modèles font appel à la collaboration de différents organismes publics, comme le demande une approche holistique et multipartenaire qui inclut des angles sécuritaires, sociaux et communautaires (Braddock 2014; Porges 2014; Lankford et Gillespie 2011).

« Somme toute, la déradicalisation repose sur trois piliers : le besoin, le récit et le réseau. La première étape vers la déradicalisation implique de reconnaître les besoins des djihadistes, lesquels façonnent leurs motivations, leurs croyances et jusqu'à leur réalité. Le plus souvent, on ne voit que ce que l'on veut voir et ne croit que ce que l'on veut croire. Les arguments logiques, peu importe leur solidité, peuvent ne pas parvenir à persuader le moins du monde s'ils vont à l'encontre de nos besoins. La deuxième étape est de concevoir un récit qui prenne en compte le besoin de la personne d'être reconnue et respectée et qui mette à disposition un chemin non violent pour répondre à ce besoin. C'est pourquoi les programmes de déradicalisation existants dans les pays musulmans ou dans les pays à forte population musulmane ne se contentent pas d'arguments théologiques pour contrer la violence, loin de là. Les programmes en Arabie saoudite, à Singapour et en Irak répondent au besoin de reconnaissance des détenus en leur donnant accès à une éducation professionnelle, en les aidant à intégrer le marché du travail et, dans certains cas, en allant jusqu'à les aider à trouver une femme. La troisième

étape est la prise en compte de l'influence exercée par les cercles sociaux auxquels les militants extrémistes appartiennent dans leur radicalisation – ou leur déradicalisation. Les attitudes et les croyances de tout un chacun sont fermement ancrées dans la réalité de leur groupe social. La radicalisation a toujours lieu dans un contexte social façonné par la famille, les amis et des leaders charismatiques. De même, la déradicalisation ne peut se produire dans un vide social. Les programmes de déradicalisation sophistiqués, comme ceux de l'Arabie saoudite ou de Singapour, viennent briser les dynamiques de groupes militants en séparant les têtes pensantes emprisonnées et les membres clés de ceux qui les suivent. Ils mettent aussi sagement à contribution les familles pour exercer une influence modératrice sur les détenus en voie de libération, afin de les aider à ne pas rechuter dans l'extrémisme. » (Kruglanski 2014)

Les autorités indonésiennes ont dû s'emparer pleinement de la question des détenus extrémistes depuis octobre 2002, quand la JI a perpétré la pire atrocité terroriste commise en Asie du Sud-Est (du moins dans l'histoire moderne): les attentats à la bombe de Bali qui ont coûté la vie à 202 personnes. Depuis, les approches officielles sont restées relativement peu structurées. Elles se concentrent surtout sur des méthodes « douces » de déradicalisation, notamment des avantages dont les détenus peuvent bénéficier (réduction de peine, aide financière, meilleures conditions d'incarcération) dans l'espoir qu'ils coopèrent et se détournent de la violence. La réhabilitation religieuse et la rectification des perceptions erronées des principes fondamentaux de l'islam (tout particulièrement en ce qui concerne le recours à la violence) n'ont pas été essayées à grande échelle (Osman 2014: 223). Même lorsqu'il est question des anciens extrémistes libérés qui semblent au premier abord s'être détournés de la violence en Indonésie, ce qui semble s'être produit n'est ni une « déradicalisation », ni un renoncement au djihad armé au nom de la protection de l'islam, mais plutôt une renégociation du temps, du lieu et des cibles potentielles de ce djihad.

Au cours de ces dernières années, plus de 500 combattants indonésiens ont rejoint les rangs de l'EI avec leurs familles. En matière de réhabilitation des extrémistes, les approches indonésiennes ont adopté différentes méthodes et connu différents degrés de réussite. Certaines des initiatives déployées sont conduites par le gouvernement, mais la plupart ne le sont pas. Une grande partie de ces initiatives s'adressent à des extrémistes inculpés et écroués, notamment les dispositifs de suivi post-carcéral. S'il est difficile de mesurer la réussite ou l'échec de ces approches, le taux de récurrence est alarmant: d'après une source fiable, 40 % des 400 militants libérés entre 2015 et 2016 ont renoué avec leurs anciens réseaux radicaux, parmi lesquels certains ont même participé à de nouvelles attaques terroristes (Wright et Karmani 2016; Sapiie 2016)¹¹.

Un aspect clé du problème provient de l'environnement carcéral. Les prisons indonésiennes sont perméables; les détenus radicaux y ont accès à des téléphones portables (et donc à Internet et aux réseaux sociaux) et parfois même à leurs anciens associés (Fabi et Kapoor 2016). En conséquence, les enseignements radicaux prolifèrent au sein même des prisons. Certains rapports avancent que des criminels « ordinaires » ont été radicalisés par des groupes militants au sein des prisons (Huda et Sim 2016¹²). Derrière les barreaux, la flamme de l'idéologie violente est entretenue auprès des détenus impressionnables par une petite poignée d'idéologues influents et charismatiques (Huda et Sim 2016). Il n'est pas rare que ces individus aient recours à la pression de groupe pour dissuader leurs codétenus de s'enrôler dans les programmes officiels de déradicalisation. Selon une étude qui s'appuie sur des entretiens de première main, « pour les djihadistes indonésiens, un passage en prison n'est pas vu comme un palier d'intervention, mais plutôt comme un échelon vers une reconnaissance plus grande. Nombre d'entre eux quittent la prison non seulement inchangés, mais encore plus influents dans les

11. Pour une perspective occidentale, voir Horgan et Braddock (2010 : 273-275).

12. Selon le témoignage d'un ancien extrémiste: « Un ancien détenu se souvient avoir reçu des visites de membres de Jemaah Islamiyah. Ils lui apportaient des livres sur les attentats suicides et se proposaient de faire les entremetteurs entre une femme du réseau et lui. »

cercles djihadistes locaux » (Huda et Sim 2016).

Étude de cas : Yayasan Prasasti Perdamaian (YPP)

Voici l'une des approches les plus prometteuses et holistiques à Singapour : « Yayasan Prasasti Perdamaian [aussi connue sous le nom d'Institute for International Peace Building] est une petite ONG qui, comme d'autres, travaille [sur la question des détenus radicalisés] et dirige quatre programmes en collaboration avec la [Direction générale des services pénitentiaires du ministère indonésien de la Justice et des droits de l'homme]. Le premier de ces programmes œuvre à développer les capacités du personnel pénitentiaire à gérer les composantes psychologiques et idéologiques de la relation avec les prisonniers extrémistes et des conseillers d'insertion et probation à faciliter la réintégration des anciens détenus dans la société. Le second programme du YPP essaie de remédier à un problème épineux : comment toucher les militants purs et durs de l'EI, généralement repliés sur eux-mêmes et hostiles envers les individus extérieurs au groupe ? L'idée derrière ce dispositif est d'obtenir des terroristes incarcérés coopératifs qu'ils travaillent avec les idéologues et les militants les plus endurcis pour progressivement adoucir leurs positions afin de rendre ces derniers plus ouverts au dialogue. Les détenus coopératifs sont formés aux stratégies efficaces pour mieux gagner l'attention de leurs compagnons de cellule. Le YPP expérimente cette initiative dans deux prisons : la prison de Pasir Putih à Nusa Kambangan et la prison de Porong, près de Surabaya, la capitale [de la province] de Java oriental.

Le YPP travaille aussi directement avec des individus en détention ou sortis de prison pour promouvoir des trajectoires positives en rupture avec leurs anciens réseaux. Les participants sont formés à l'élaboration de plans stratégiques pour la création de petites entreprises, comme des fermes de poissons-chats ou des ateliers de réparation électronique, et reçoivent de l'aide pour s'enrôler dans d'autres formations durant leur séjour en prison. Selon les professionnels du YPP sur le terrain, essayer de modifier les convictions religieuses et politiques des détenus (voire de les remplacer par l'idéologie étatique) serait trop ambitieux et pourrait même s'avérer contre-productif, car les individus pourraient se retrancher encore plus s'ils sentent leurs positions menacées (voir J. Brehm 1966 ; A. Dalgaard-Nielsen 2013 ; K. Braddock 2014). La petite ONG voit plutôt la déradicalisation comme un processus personnel de long terme et considère pouvoir être la plus efficace dans son rôle en semant les graines et en donnant des occasions aux détenus de se désengager des réseaux sociaux violents auxquels ils appartiennent. Enfin, le YPP travaille étroitement avec les familles des détenus, en leur apportant du soutien et en les encourageant à s'impliquer au sein de leurs communautés » (Sumpter 2017).

DÉSENGAGEMENT ET DÉRADICALISATION EN RUSSIE ET EN ASIE CENTRALE

Le problème de la radicalisation, de l'insurrection et du terrorisme en Russie et dans l'espace post-soviétique est amplement documenté. Les individus radicalisés peuvent être actifs à l'intérieur des frontières ou rejoindre des groupes djihadistes violents à l'étranger. Selon le ministère de l'Intérieur russe, jusqu'au mois de mars 2016, 3417 citoyens russes de différentes origines ethniques ont rejoint l'EI (Turovsky 2016).

Les idéologies radicales se sont considérablement répandues en Ciscaucasie, nourries par les conflits ethniques et interconfessionnels non résolus, la dureté de la répression anti-insurrectionnelle, l'absence de voies démocratiques par lesquelles exprimer les mécontentements, la mauvaise gouvernance et le sous-développement économique. Les forces de sécurité russes ont traditionnellement adopté une approche très coercitive en réponse aux insurrections et aux activités terroristes. Outre la question alarmante des nombreuses disparitions forcées (tout particulièrement en Tchétchénie,

où on estime à 5 000 le nombre d'individus disparus après avoir été placés en détention, au sein d'une population qui compte environ 1 million de personnes), la torture est monnaie courante et, dans certaines républiques, des peines collectives sont infligées aux proches. Ces méthodes brutales ont contribué de manière significative à la radicalisation.

Parallèlement aux opérations de l'armée et des forces de l'ordre, le gouvernement russe a conduit une série de programmes d'amnistie en Tchétchénie au cours des années 1990, puis en 2003 et en 2006. Ces deux derniers programmes ont été menés personnellement par des dirigeants tchétchènes installés par le Kremlin (les présidents Kadyrov, père et fils) qui ont négocié avec les groupes de combattants et leur ont donné des garanties de sécurité personnelles¹³. Souvent, tout particulièrement en 2003, l'amnistie n'a été accordée qu'à la condition que les anciens combattants rejoignent le groupe paramilitaire de Kadyrov (les Kadyrovtsy) et lui prêtent allégeance. De même, les combattants capturés sont fréquemment contraints de changer de camp sous la torture. Aucune forme de réhabilitation ou de réintégration ne leur est apportée. Désormais membres des Kadyrovtsy, ils sont chargés de dénoncer et capturer (et souvent de tuer) leurs anciens camarades. Les individus « retournés » se retrouvent ainsi piégés dans un engrenage de vengeances familiales, qui constituent déjà une tradition bien ancrée en Tchétchénie, et liés par le sang à leur nouveau groupe.

Dès 2009, le conflit en Tchétchénie, initialement une guerre séparatiste et nationaliste, se transforme en guérilla djihadiste régionale qui se propage à toutes les républiques de Ciscaucasie. Les autorités régionales et fédérales ont commencé à comprendre que les mesures coercitives seules produisent plus de terroristes qu'elles n'en éliminent, ce qui les a amenées à implémenter des méthodes expérimentales (Russkiy Reporter 2011). En 2010, le Comité national antiterroriste russe (NAK) de l'État fédéral, en collaboration avec les gouvernements des républiques de Ciscaucasie, a testé des approches douces. Plusieurs programmes de sortie régionaux à destination des combattants ont été lancés sous la supervision du NAK, avec différents degrés de réussite. Dans deux de ces républiques, ces programmes se sont accompagnés d'un ensemble de mesures de lutte contre la radicalisation visant à surmonter le schisme intraconfessionnel entre soufisme et salafisme qui nourrit le conflit armé.

Dans les mois précédant les jeux Olympiques d'hiver de 2014 à Sotchi, les services de sécurité russes ont réprimé la guérilla djihadiste de Ciscaucasie tout en facilitant simultanément le départ en masse des éléments radicaux vers la Turquie, la Syrie et l'Irak. Au cours de la période de préparation des Jeux de Sotchi, la plupart des mesures douces ont été temporairement suspendues, mais les commissions républicaines en charge de faciliter la sortie des combattants participant à la guérilla et leur retour à une vie normale ont depuis été rétablies et continuent leur action dans trois républiques: le Daghestan, l'Ingouchie et la Kabardino-Balkarie.

Asie Centrale

Beaucoup de combattants en Syrie, en Irak et en Afghanistan viennent d'Asie centrale, dont certains, affiliés à l'EI, ont récemment participé à des attaques terroristes: à l'aéroport Atatürk (2016) et dans la boîte de nuit Reina (2017) en Turquie, ou encore en Russie l'attentat-suicide du métro de Saint-Pétersbourg (2017). Un certain nombre d'organisations extrémistes violentes et de partis islamiques

13. Akhmad Kadyrov (le père) est un ancien mufti (autorité religieuse) de Tchétchénie et séparatiste tchétchène. En 1999, il rallie le camp pro russe et apporte son soutien à l'invasion de la Tchétchénie. Son fils Ramzan prendra par la suite la tête de la milice paramilitaire de son père, qui sera plus tard légalisée au sein du ministère de l'Intérieur russe. Après la mort d'Akhmad Kadyrov dans un attentat à la bombe en 2004, Ramzan prend le contrôle de la République tchétchène, qu'il dirige depuis avec le soutien sans réserve de Vladimir Poutine.

interdits opèrent dans la région, qui est sporadiquement la cible d'attaques terroristes et d'insurrections. Les chiffres des combattants étrangers originaires d'Asie centrale avancés par les autorités et les experts indépendants diffèrent grandement, de deux voire quatre milliers à seulement quelques centaines. Des chercheurs critiques affirment que ces chiffres ont été considérablement exagérés par les autorités à des fins politiques. Les principaux moteurs envisagés sont la migration de main-d'œuvre, les régimes répressifs et la mauvaise gouvernance, la corruption, le népotisme, la discrimination ethnique (notamment contre les Ouzbeks au Kirghizistan) et la pauvreté (perçue comme de l'injustice sociale). Les événements récents en Afghanistan sont aussi fréquemment évoqués en tant que facteurs importants de déstabilisation et sérieuse menace potentielle en raison de la forte concentration de militants djihadistes à la frontière et de leurs tentatives de s'étendre sur le territoire des états centre-asiatiques voisins. Toutefois, à ce jour, et contrairement à la situation en Russie, il n'y a pas de ligne de front au sens traditionnel entre l'Asie centrale et les groupes armés djihadistes. De plus, selon diverses sources, la grande majorité des recrues centre-asiatiques de l'EI se sont radicalisées sur le territoire russe et préfèrent le Moyen-Orient à l'Afghanistan.

Les réponses des gouvernements centre-asiatiques se sont principalement concentrées sur un contrôle strict de la religion, des tentatives de promotion d'un islam « traditionnel » et une répression policière qui a également touché des imams salafistes non violents mais charismatiques. Au cours des dernières années, certains pays ont également lancé des initiatives douces de déradicalisation. Ainsi, le Tadjikistan a annoncé une série d'amnisties et a libéré plus de 150 repentis revenus de Syrie et « salafistes » qui se sont rendus d'eux-mêmes à la police. Le Kazakhstan a mis en place un centre de déradicalisation à Astana. Le Kirghizistan, le pays le plus ouvert de la région, a soutenu un certain nombre d'activités de la société civile visant à lutter contre l'extrémisme violent, notamment à travers des campagnes d'information sur les processus de radicalisation et de contre-communication en ligne, l'ouverture du dialogue entre les acteurs concernés et l'engagement communautaire. En raison de dénis d'accès, des initiatives de la société civile visant à travailler avec les prisonniers ou à former le personnel pénitentiaire à déradicaliser les anciens combattants et à les préparer à réintégrer avec succès la société n'ont pas pu aboutir. Malgré tout, Mutakalim, ou Progressive Public Association of Women en anglais, une organisation religieuse de femmes, travaille avec un certain succès à renforcer la résistance à l'extrémisme violent de détenues dans des colonies pénitentiaires pour femmes.

Les programmes de désengagement : Daghestan (de 2010 à 2012 ; de 2016 à nos jours)

En 2010, Magomedsalam Magomedov, alors président du Daghestan, crée une commission pour la réhabilitation des combattants chargée « [d']apporter une assistance juridique et médicale; [de] résoudre les problèmes de logement et d'accès à l'emploi; et si nécessaire [de] relocaliser les anciens insurgés et les membres de leur famille » (International Crisis Group 2012). Autour de la table de cette commission siègent des directeurs d'organismes de sécurité et de maintien de la paix de la République, deux ministres, une médiatrice publique de la République, l'imam de la mosquée centrale de la capitale et plusieurs chefs de file de la société civile. Ils sont systématiquement tous convoqués pour examiner individuellement chaque cas; les représentants du gouvernement s'entretiennent longuement avec chaque candidat qui a déposé les armes pour comprendre le degré et la trajectoire de sa radicalisation, tandis que les autorités compétentes l'interrogent dans le cadre des affaires criminelles engagées à son encontre.

Après quoi la commission juge s'il convient ou non de faire preuve d'indulgence envers l'individu en question (appelé « candidat »), avec des décisions pouvant aller jusqu'à des peines de probation, voire l'abandon des poursuites pénales. Pour l'essentiel, les candidats au retour ont bénéficié de clémence, et, dans plusieurs cas, ont pu être conduits à révéler l'emplacement d'importantes caches d'armes et d'autres renseignements substantiels sur la guérilla.

La commission du Daghestan a été critiquée pour sa médiatisation excessive et son rôle comme outil d'autopromotion de certains représentants. Toutes les réunions de la commission sont en effet télévisées, et chaque ancien combattant qui comparait devant elle doit se repentir publiquement, dénoncer la guérilla et coopérer avec les enquêteurs. Après avoir déposé les armes, les anciens combattants ne disposent d'aucun programme de réhabilitation, quoiqu'ils bénéficient ponctuellement d'une réponse à leurs problèmes sociaux. Dans l'ensemble, le programme a été une réussite, avec un seul cas documenté de récidive entre 2010 et 2012.

Début 2013, un an avant les Jeux de Sotchi, le président Poutine a remplacé Magomedov, et le nouveau président du Daghestan a dissous la commission. En contrepartie, le projet de désengagement a été transféré au niveau municipal. Les municipalités ont établi leurs propres « Commissions de réconciliation et d'harmonie » pour aider les anciens radicaux à se désengager de leurs activités et à réintégrer la vie civile. La plupart de ces commissions n'ont d'existence que sur le papier ; toutefois, dans deux ou trois cas, des commissions municipales ont réussi à entrer en activité.

Le Centre de lutte contre l'extrémisme, qui opère en coopération avec les services administratifs de la ville de Derbent, est l'un des exemples les mieux couverts par les médias d'effort local pour faciliter les retours et la prévention des départs de combattants. Le centre a ouvert ses portes en octobre 2014, et travaille aussi bien en collaboration avec des familles souhaitant retrouver leurs proches en Syrie et en Irak et les persuader de revenir qu'avec des combattants regrettant leur choix de rejoindre des groupes djihadistes violents et désireux d'être rapatriés au Daghestan. Le centre est dirigé par une femme qui travaille en étroite relation avec les services de sécurité et fait le lien entre eux et les familles de combattants. Après avoir elle-même lutté pour essayer de sauver son frère (avant qu'il ne perde la vie au cours d'une opération de sécurité en 2008, peu de temps après avoir pris les armes), elle dispose d'une connaissance pratique unique des processus de radicalisation. La directrice entame le dialogue via Messenger avec les candidats au retour en Syrie ou en Irak et les conseille sur les procédures à suivre. Elle examine ensuite leurs dossiers avec le FSB, et les informe de leurs perspectives en Russie. Elle apporte également une aide logistique et juridique en proche coopération avec les services de sécurité.

Dans certains cas, elle a aussi empêché des départs et aidé des parents à arrêter leurs enfants à la frontière. Toutefois, à ce stade, elle admet qu'elle ne peut plus faire grand-chose. « Je ne sais pas comment vont réussir à le convaincre, il n'a que l'EI en tête », a-t-elle confié à Ekaterina Sokirianskaia à propos d'un des cas où le départ d'un jeune homme de 24 ans avait été entravé. « J'ai dit à sa mère : "Isolez-le, vous avez votre famille, vos doyens, réunissez-vous pour essayer de le convaincre." »

Les programmes de désengagement : Ingouchie et Kabardino-Balkarie

La commission ingouche, établie en 2011 sur le modèle du Daghestan, est probablement la plus réussie de ces initiatives. Elle a su rester bien plus discrète que celle du Daghestan, travaillant surtout par l'intermédiaire des réseaux sociaux informels des familles et des communautés locales. La commission n'a jamais contraint les candidats à se repentir publiquement, et ne télévisé pas ses réunions quand les victimes sont réticentes à prendre la parole.

Outre le désengagement, la commission ingouche s'est également penchée sur la réintégration des anciens combattants de retour en Ingouchie après avoir purgé leurs peines. Généralement, cette assistance à l'intégration sociale se focalise sur la résolution des problèmes d'accès au travail, la reprise des études supérieures ou la relocalisation pour éviter les représailles d'anciens camarades. La commission a déjà réintégré plusieurs individus revenus de Syrie (Caucasus Knot 2017).

La commission karbarde et balkare a été créée en 2012, mais son existence est restée principalement théorique jusqu'à ce que soit nommée, au mois d'avril 2016, une figure très engagée à la tête du ministère karbarde et balkar de la lutte contre l'extrémisme. Sous sa direction, le ministère a remanié la commission en invitant notamment autour de la table une personnalité éminente dans le domaine des droits de l'homme. Depuis cette date, la commission a passé en revue 16 cas, dont des individus revenus de Syrie et d'autres qui préparaient leurs départs mais qui se sont ravisés.

Les statistiques provenant de ces commissions ne sont pas toujours fiables, et différentes sources font état de chiffres contradictoires pour ce qui est du nombre de combattants réhabilités¹⁴. La plupart des candidats sont ou ont été des complices d'une insurrection locale, et non pas des combattants aguerris. Cela peut s'expliquer au moins en partie par le manque de confiance des candidats vis-à-vis de l'État, et par le rôle consultatif des commissions, les décisions desquelles ont souvent été ignorées par les services de sécurité. Bien que les commissions aient acquis une expérience précieuse, une méthodologie cohérente de désengagement ou de déradicalisation leur a fait défaut.

En dépit des obstacles, les commissions ont créé un chemin de sortie sûr, sans torture, acquis une expérience unique et montré que l'état est prêt à soutenir la sortie des combattants. Dans le contexte d'un régime répressif et autoritaire, il s'agit d'accomplissements très importants.

Le problème du manque de méthodologie dans les efforts de déradicalisation a été identifié par la plupart des interlocuteurs de Ciscausie. Comme ailleurs, la nature contradictoire des stratégies de désengagement et de déradicalisation adoptées est le résultat de compréhensions divergentes des processus de radicalisation, de déradicalisation et de désengagement. Le problème que constitue l'absence d'une définition acceptée de la radicalisation n'est toujours pas résolu dans le cas de la Russie. De plus, les outils de diagnostic sont insuffisants et il existe un fossé entre les théoriciens et les praticiens, ainsi qu'entre les différentes générations de travailleurs sociaux.

L'intégration de la Russie aux débats internationaux sur les meilleures stratégies de déradicalisation et de sortie pourrait favoriser le développement dans le pays de pratiques plus efficaces et plus humaines susceptibles de déradicaliser plutôt que de créer de nouveaux terroristes.

Radicalisation et déradicalisation dans les prisons

Au cours de ces dernières années, la radicalisation dans les prisons russes est devenue de plus en plus inquiétante. Les chiffres officiels font état d'une croissance du nombre de jamaats islamistes au sein des prisons qui peut s'expliquer à la fois par le prosélytisme des partisans d'idéologies radicales, et notamment de l'EI, et par l'organisation relationnelle et hiérarchique interne propre au système carcéral russe. Depuis l'ère soviétique, les prisons russes sont plus ou moins tenues par ce qu'on appelle les « lois des voleurs », le système informel de relations hiérarchiques et de lois établi par les criminels de carrière selon lequel tous les détenus sont séparés en quatre castes gouvernées par la caste supérieure (celle des voleurs) à travers la violence et même les abus sexuels. Les prisons sont officiellement divisées depuis des dizaines d'années entre prisons « rouges » et « noires », contrôlées respectivement soit par les administrations pénitentiaires, soit par les « voleurs », avec une administration pénitentiaire qui se contente alors d'assurer un contrôle général du quotidien de ces prisons.

14. Avant sa dissolution en 2013, la première commission daghestanaise a passé en revue 44 candidatures, parmi lesquelles 35 ont été approuvées. Selon le Conseil de sécurité ingouche, plus de 60 personnes ont été réhabilitées depuis 2011. Toutefois, un membre de la commission ingouche dit n'avoir en réalité vu que 15 à 20 individus réhabilités de façon transparente et publique. En mai 2016, les autorités daghestanaises ont déclaré que les nouveaux dispositifs avaient permis de réintégrer avec succès 70 combattants et leurs complices en un an et demi, mais comme la commission n'opère plus de façon transparente, il est impossible de vérifier cette information.

L'influence grandissante des jamaats islamiques dans ces prisons n'est pas purement idéologique. Ils représentent la seule force capable de résister à ce système de relations informelles; les rejoindre est donc un moyen de se protéger de la pression exercée par les autorités pénales ou criminelles. C'est pourquoi un nombre croissant de détenus d'origine russe ou d'autres origines non musulmanes se convertissent en prison. Un autre facteur est le durcissement de la législation contre les crimes liés à l'insurrection en 2014 qui a mené à des peines plus longues. Sachant qu'il va passer de nombreuses années derrière les barreaux, un combattant incarcéré a d'autant plus intérêt à se faire une place dans la hiérarchie de la prison; créer son propre jamaat islamique est un moyen d'y parvenir.

Dernièrement, des spécialistes affirment que les prisons russes sont en train de devenir « vertes », c'est-à-dire sous l'influence des jamaats islamiques fondamentalistes. Selon les experts du Service fédéral russe d'exécution des peines (FSIN), les prisons russes abritent aujourd'hui 300 jamaats qui regroupent plus de 10 000 détenus. Selon les estimations confiées lors d'entretiens à un membre de ce groupe par d'anciens détenus (libérés), certaines prisons daghestanaises seraient à 80 % « vertes ». Il est cependant difficile de conduire des études indépendantes sur ce phénomène, sachant que le FSIN est un organisme fermé qui ne fait confiance qu'à ses propres experts, refuse l'accès aux prisons aux chercheurs indépendants et se montre réticent à accorder des interviews aux journalistes. Les experts du FSIN exagèrent fréquemment l'échelle des problèmes pour encourager les mesures sécuritaires et attirer des fonds supplémentaires.

Le FSIN commence tout juste à développer un éventail de réponses au problème de la radicalisation, notamment des activités de déradicalisation. En 2013, les autorités ont décidé d'évaluer l'ampleur du problème. Le FSIN a donc été chargé de créer un « registre préventif des extrémistes » et d'organiser avec les individus qui y figurent un « travail correctionnel ciblé ». Selon la réponse officielle du FSIN au journal Kommersant en 2016, le service a enregistré 800 extrémistes islamistes. Le même document officiel fait référence à deux mesures principales de « déradicalisation »: l'isolement (les uns des autres, dans différents camps ou prisons et dans différentes cellules) et la réhabilitation par l'application du système neurolinguistique de rééducation psychologique SCORE.

En réalité, les musulmans radicaux sont souvent placés en cellule d'isolement ou en cellule disciplinaire et peuvent être privés de la possibilité de travailler. Selon les experts du FSIN, « parler de déradicalisation » avec ce type de prisonniers n'est pas efficace. En 2017, la Direction spirituelle centrale des musulmans de Moscou a dispensé au personnel moscovite du FSIN une formation pour développer leur capacité à diagnostiquer le radicalisme islamique et éviter les conflits interconfessionnels. Les prisons et les camps à forte population musulmane invitent parfois des imams pour travailler auprès des détenus.

LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT EN AMÉRIQUE DU NORD

La radicalisation et l'extrémisme d'origine intérieure inspirés de l'État islamique (EI) ou d'Al-Qaïda existent toujours aux États-Unis. Selon le témoignage du directeur du Federal Bureau of Investigation (FBI), Christopher Wray, devant le Congrès américain en septembre 2017, sur l'ensemble du pays, le FBI compterait plus d'un millier d'enquêtes actives sur des sympathisants d'organisations terroristes étrangères, et un millier d'enquêtes supplémentaires sur groupes terroristes d'origine intérieure (Wray 2017). Au moins 300 personnes des États-Unis auraient rejoint ou essayé de rejoindre des groupes extrémistes en Syrie ou en Irak¹⁵. Depuis mars 2014, 159 individus ont été inculpés d'activités liées au terrorisme en connexion avec l'EI (université George-Washington 2018). Si près de la moitié d'entre eux est partie rejoindre l'EI, 30 % ont été accusés de préparer des attaques sur le sol américain (université George-Washington 2018).

L'extrémisme djihadiste d'origine intérieure représente aussi une menace conséquente au Canada.

15. Ce chiffre provient de l'entretien d'un membre de ce groupe avec des agents du FBI le 24 octobre 2017. Il comprend ceux qui ont fait le voyage, essayé de faire le voyage et les membres de groupes djihadistes et non djihadistes.

Selon un rapport du gouvernement canadien publié en 2017, il y a « un peu plus de 190 extrémistes ayant un lien avec le Canada qui sont à l'étranger et qui sont soupçonnés de prendre part à des activités terroristes » (Goodale 2017). Comme beaucoup de pays européens, le Canada s'emploie à relever les défis représentés par les personnes revenant de territoires contrôlés par des groupes extrémistes, dont une soixantaine est déjà de retour dans le pays (Goodale 2017). En plus de ces défis, le Canada doit aussi faire face à une mobilisation d'origine intérieure. Selon les estimations du gouvernement, de plus en plus d'extrémistes canadiens préféreront préparer des attaques sur le sol canadien plutôt que de quitter le pays (Goodale 2017).

La base des sympathisants des objectifs de l'EI comprend un large éventail d'individus. Aux États-Unis comme au Canada, la radicalisation est véritablement un problème d'origine intérieure; on le voit aux États-Unis, où la plupart des sympathisants de l'EI sont des citoyens américains ou des résidents permanents en situation légale (université George-Washington 2018).

Le taux d'extrémisme violent et de radicalisation est relativement faible au Canada, du moins comparé à quelques pays d'Europe de l'Ouest par exemple (c'est encore plus vrai comparé aux pays d'Asie et du Moyen-Orient). Au Canada, les efforts de déradicalisation se font généralement au cas par cas. Il n'y a aucune donnée disponible au public sur le nombre d'individus concernés ou les taux de réussite de ces efforts, et la documentation existante suggère que toutes les tentatives pour renverser des processus de radicalisation sont hautement localisées et limitées à de très petits ensembles de données (souvent un seul individu). Il n'est donc pas possible de déterminer à l'heure actuelle si ces approches sont efficaces (les ensembles de données sont bien trop restreints et il y a un manque flagrant d'études longitudinales). Néanmoins, quelques-unes de ces initiatives comprennent peut-être une forme ou une autre de programme de déradicalisation. C'est par exemple le cas du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV), basé à Montréal, qui propose une assistance téléphonique et un certain nombre de spécialistes formés à intervenir auprès d'individus qui s'engagent sur la voie de l'extrémisme violent. Le CPRMV doit être considéré comme un modèle d'intervention précoce.

« Pour [Navaid Aziz], détourner des jeunes de groupes radicaux n'est pas une directive gouvernementale, mais quelque chose qu'il considère comme un devoir civique, moral et religieux. En tant que conseiller auprès de la jeunesse à Calgary, Alberta, il dirige avec sa femme un groupe de mentorat pour les jeunes de leur communauté locale. "Notre priorité est de protéger les enfants des dangers qui les entourent, qu'il s'agisse des gangs, de la drogue ou d'autres formes de violence, dit-il. Les protéger du radicalisme en est un prolongement naturel". Dans le cadre de ce programme de mentorat organisé par une mosquée du quartier, où Aziz travaille comme formateur, ces jeunes suivent des cours de justice sociale et participent à des activités de bénévolat communautaire pour leur apporter un sens des responsabilités et du devoir. "Nous organisons pour les jeunes des sessions d'études qui portent sur la pensée critique et l'apprentissage des conséquences de leurs actes. Nous étudions également la vie de personnages qui ont fait face à des situations d'injustice sans avoir recours à la violence, comme Gandhi, Martin Luther King et des figures historiques musulmanes, confie Aziz. L'objectif de tout cela est de montrer aux jeunes qu'ils font partie de quelque chose de plus grand qu'eux. À travers ce travail de bénévolat au sein de la communauté élargie, notamment auprès de personnes âgées, les jeunes commencent à sentir que leurs vies font partie de quelque chose d'important et de plus grand qu'eux" » (Hussain 2016).

LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

La Corne de l'Afrique continue d'être un terrain fertile pour le développement de la documentation sur la radicalisation, non seulement en raison du contexte de paix et de sécurité de la région, mais aussi à l'égard des stratégies actuellement implémentées en réponse à la menace de l'extrémisme violent, de la radicalisation et du terrorisme exportés par le groupe Al-Shabab, basé dans les zones de non-droit de Somalie. Le Kenya, l'Ouganda et l'Éthiopie ont tous fourni des troupes à l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) dans le cadre de la coopération régionale pour la paix et la sécurité en soutien aux opérations de stabilisation menée par l'Union africaine (UA) avec la Mission de l'UA en Somalie (AMISOM) (Mission permanente de Djibouti auprès des Nations unies 2016) et les forces armées somaliennes (SNSF) dans le but de « réduire considérablement la menace grandissante posée par Al-Shabab » (Mission permanente de Djibouti auprès des Nations unies 2016).

Dans cette région au contexte difficile, marquée par d'importants défis socio-économiques et politiques qui touchent particulièrement la jeunesse, les interventions de contre-terrorisme peinent à avoir un impact. Le rajeunissement de la population pourrait représenter une menace à la sécurité, car il s'accompagne d'une envolée du taux de chômage chez les jeunes qui sont alors plus en risque de se radicaliser et d'être recrutés par des groupes terroristes. Plusieurs cas de jeunes individus traversant la frontière pour se rendre en Somalie depuis des pays comme le Kenya ont été bien documentés (Ogenga 2016a; 2016b). Cela comprend également des cas de jeunes femmes (« épouses de djihadistes ») qui ont été arrêtées à la frontière entre le Kenya et la Somalie alors qu'elles essayaient d'entrer illégalement en Somalie pour y rejoindre des combattants d'Al-Shabab. Parallèlement, le phénomène inverse prend de plus en plus d'ampleur : de jeunes hommes et femmes quittent la Somalie pour revenir au Kenya (les rapatriés d'Al-Shabab, aussi appelés combattants désengagés) n'ayant pas reçu de leur engagement dans les rangs d'Al-Shabab ce qui leur avait été promis par la propagande diffusée dans les médias par le groupe terroriste.

Le programme d'amnistie du Kenya a dû faire face à plusieurs défis qui ouvrent la voie à de possibles enquêtes sur les tendances inhérentes aux rapatriés d'Al-Shabab en matière de déradicalisation. Pourrait-on associer leur retour à la diminution perçue de l'engouement et de l'attraction inspirés par l'idéologie du groupe auprès des recrues potentielles ? Cette idéologie fait-elle l'objet d'une réaction hostile de la part de la jeunesse dans des pays comme le Kenya ? Cela pourrait-il être un bon point de départ pour commencer à évaluer et suivre les tendances en matière de déradicalisation dans la Corne de l'Afrique et par là enrichir la faible documentation qui existe sur le sujet, aussi bien à l'échelle du continent que du monde ? Comment les différentes parties intéressées pourraient-elles répondre de façon plus productive et durable aux questions de la déradicalisation des jeunes à travers les tendances observables chez les combattants déradicalisés et les djihadistes rapatriés au Kenya et dans les pays confrontés à la même situation ?

Il est important de préciser qu'en matière d'« interventions ciblées », il faut adopter une approche holistique qui mette à contribution de multiples intervenants. Il est inutile de partir du principe que dans le domaine de la paix et de la sécurité, le gouvernement seul porte la plus lourde responsabilité, surtout au regard des interprétations historiques récentes qui remettent en question certaines interventions étatiques. La nature autoritaire de la réponse du gouvernement kenyan à la radicalisation, à l'extrémisme violent et au terrorisme, par exemple, a été critiquée. Le Kenya a initialement envoyé des troupes en Somalie après une série d'enlèvements de touristes qui menaçait l'industrie touristique. Le Kenya, alors dirigé par Mwai Kibaki, envahit la Somalie avec la bénédiction du pouvoir en place à Mogadiscio pour pourchasser Al-Shabab. Le pays négocie ensuite avec l'ONU pour que les forces de défense du Kenya puissent joindre les troupes de l'AMISOM. Sur son territoire, le Kenya met en place l'Operation Uslama Watch, ou Security Watch, un bon exemple du type d'intervention

gouvernementale physique qui suscite des critiques de la part du monde du contre-terrorisme. En effet, l'opération a été jugée par beaucoup d'observateurs comme discriminatoire, dirigée contre les Kenyans d'origine somalienne et, dans bien des cas, non conforme aux droits de l'homme et aux droits en matière d'égalité des sexes. De telles opérations, qui mettent en évidence la prédilection des gouvernements pour les interventions militaires, sont jugées non seulement comme violant les droits de l'homme (avec notamment des arrestations arbitraires et des disparitions forcées d'individus soupçonnés de terrorisme), mais aussi comme contribuant en un sens à un cycle de radicalisation.

Dans une note de la Maison Blanche publiée récemment, les États-Unis affirment que « la Somalie se démarque des autres pays par le degré auquel son gouvernement est dépossédé de tout commandement et contrôle sur son territoire » au point que la Somalie est devenue pour le monde un exemple paradigmatique d'échec de l'état, de pouvoir laissé aux mains des chefs de guerre et de corruption. Cette étude fait aussi écho à la « stratégie d'engagement sur mesure » adoptée par les États-Unis depuis 2007 pour lutter contre la menace d'Al-Shabab. Cette stratégie repose sur « un petit nombre de forces d'opérations spéciales américaines chargées de mener des frappes ciblées, de fournir des renseignements et de préparer les forces armées des partenaires locaux à conduire des opérations au sol » (Jones et al. 2016). Bien que l'étude conclue que cette « stratégie d'engagement sur mesure » a joué « un rôle clé » dans le recul de la principale source de menace terroriste », elle concède que cette approche ne permet pas complètement d'éradiquer le terrorisme. Quel type d'intervention est-il alors nécessaire de mettre en place à l'avenir dans la Corne de l'Afrique ?

Il nous faut repenser les approches les plus efficaces de lutte contre l'extrémisme, la radicalisation et le terrorisme dans la Corne de l'Afrique en nous appuyant sur les tendances observables de déradicalisation à l'aune des programmes d'amnistie du Kenya et de pays comparables, où les individus radicalisés ont la possibilité de rendre les armes d'eux-mêmes pour suivre un programme étatique de réhabilitation, qui comprend un mentorat et un suivi, dans le but d'être réintégrés. L'un des obstacles les plus importants au bon fonctionnement de tels programmes vient du fait que la réhabilitation a lieu dans un milieu institutionnel fermé, quasi carcéral, et risque donc d'être perçue comme une nouvelle période d'incarcération par les candidats à la déradicalisation, ce qui, à son tour, renforcerait le stigmate associé à l'aveu et à l'amnistie et irait à l'encontre des objectifs de ces programmes. Cette sous-partie met en lumière la nécessité de faire pleinement participer les intervenants du plus bas jusqu'au plus haut échelon de la société. Il faut ajouter à cela que les médias possédés, contrôlés et soutenus par la communauté sont les plus à même d'établir une infrastructure communautaire de soutien capable de créer un lien de participation et de contrôle entre les interventions gouvernementales telles que les programmes de réinsertion, et les membres de la communauté dans un scénario post-amnistie, que ce soit au Kenya ou dans des pays confrontés à des problématiques similaires.

CONCLUSION

Comment les pays devraient-ils prendre en charge ou réintégrer les individus que des idéologies extrêmes ont menés sur la voie de la violence ? Des stratégies, des politiques, des modèles de lutte contre l'extrémisme violent et des programmes de déradicalisation divers et variés ont été mis en place afin de répondre à ces problèmes avec des résultats parfois disparates et controversés. L'état de nos connaissances sur la question a toutefois progressé. Au cours des deux dernières décennies, nous avons pu approfondir dans une certaine mesure notre compréhension des processus qui amènent certains individus à basculer dans la violence. Le consensus qui se dégage aujourd'hui est qu'il n'existe ni chemin ni profil uniques vers la radicalisation, mais une myriade de facteurs qui convergent de façon imprévisible.

RECOMMANDATIONS

1. Les notions problématiques et les limites éthiques de la « déradicalisation »

Les termes « radicalisation » et « déradicalisation » demeurent problématiques. La « déradicalisation » est critiquée par certains parce qu'elle implique d'intervenir sur les idées d'une personne dans le but de les modifier. Comme les applications sur le terrain l'ont montré, ce n'est pas simplement quelque chose de difficile, sinon d'impossible à faire, mais cela soulève également des questionnements d'un point de vue moral et juridique : quelles sont les limites éthiques d'une telle intervention ? Essayer de « prescrire » la déradicalisation comme « remède » contre la radicalisation semble malavisé si l'on considère d'une part la polysémie du terme radicalisation, et d'autre part le fait que dans certaines cultures, circonstances ou périodes historiques, des « radicaux » ont eu un impact positif sur la société et ont aidé à paver le futur. Ce chapitre n'essaie pas de véhiculer l'idée que la radicalisation doit être éliminée, mais plutôt qu'elle peut dans certains cas être un échelon précédant la violence. C'est précisément sur ce point que devraient se pencher aussi bien l'État et ses intervenants que les universitaires et les spécialistes. Suivant la même logique, la déradicalisation ne peut et ne doit pas se substituer aux processus de résolution de conflit ; quant aux programmes de déradicalisation, ils ne doivent pas avoir vocation à essayer de résoudre les facteurs macros qui sèment les graines du conflit dans la société.

2. De l'importance du contexte

Les pages précédentes, qui reflètent les recherches et le travail de terrain des membres de ce groupe, illustrent bien l'importance du contexte. Chaque processus ou mouvement de « radicalisation » prend place dans un contexte spécifique et ne saurait être compris indépendamment de celui-ci. La radicalisation, comme phénomène précurseur de violence (politique/idéologique), a des origines, des causes, des moteurs et des significations différentes selon le contexte local ou national. Certains facteurs qui contribuent à la radicalisation, comme la violence d'État, les violations des droits de l'homme, la corruption ou les relations historiques entre la majorité et les minorités, ne peuvent pas être ignorés.

Il n'est pas difficile de voir que ce qui pourrait être efficace à un endroit ne le serait pas nécessairement à un autre, ou dans un autre contexte, pour une multitude de raisons. Dans chaque pays ou région, la radicalisation (et conséquemment la déradicalisation) ne peut être comprise sans prendre en compte les dynamiques locales ou nationales. Par exemple, à Singapour, le suivi religieux et la réhabilitation des individus radicalisés incarcérés ont produit de très bons résultats, mais lorsque des pays voisins (comme l'Indonésie) ont expérimenté des formes de réhabilitation, leurs efforts n'ont pas rencontré le même succès. D'ailleurs, il serait très difficile de tester cette approche dans un pays comme la France, d'abord pour des raisons historiques et culturelles, mais surtout en raison du rapport entre religion et État. Le modèle d'Aarhus, pour prendre un autre exemple, est strictement ancré dans la tradition sociale du Danemark ; toutes les tentatives de le reproduire dans d'autres pays ont rencontré beaucoup d'obstacles ou ont tout simplement échoué.

Comprendre les spécificités et les singularités du lieu et des circonstances compte pour beaucoup. S'il est une leçon principale à tirer des expériences de villes comme Aarhus au Danemark ou Vilvorde et Malines en Belgique, c'est peut-être l'importance de responsabiliser les autorités et les communautés locales. Ainsi, lorsque se pose la question épineuse de savoir qui doit mener les efforts de déradicalisation (le gouvernement ? les ONG et la société civile ? des acteurs de confiance ou des voix crédibles ?), peut-être vaut-il mieux, en l'absence de consensus, convenir que les interventions devraient être conduites par ceux qui comprennent le contexte et les enjeux locaux et, idéalement, ceux pour qui les interventions ont été conçues.

« Il faut au minimum que nous soyons implantés aux côtés et au sein même des communautés pour comprendre quelles approches peuvent aboutir, échouer ou se révéler contre-productives. Notre effort doit obligatoirement se concentrer sur les jeunes, qui constituent l'essentiel des

recrues extrémistes d'aujourd'hui et les populations les plus vulnérables de demain. Ceux qui rejoignent volontairement Al-Qaïda, l'État islamique et bien d'autres groupes nationalistes extrêmes sont souvent des jeunes qui traversent des périodes de transition dans leurs vies – immigrés, étudiants, personnes en recherche d'emploi ou de partenaire. Après avoir quitté leurs foyers, en quête de sens et d'objectifs, ils s'attachent à de nouvelles familles d'amis et de compagnons de route. Notre capacité à comprendre les réalités auxquelles la jeunesse est confrontée déterminera si le fléau transnational de l'extrémisme violent perdurera, diminuera ou s'amplifiera » (Atran *et al.* 2017).

3. Entre « déradicalisation » et « désengagement »

Les processus de radicalisation semblent provenir d'une combinaison complexe de fragilités personnelles, de trajectoires multiples, de revendications et d'idées collectives. Confrontées à la multiplicité de ces facteurs, les personnes à la tête des programmes évoqués dans ce chapitre ont, semble-t-il, réalisé qu'il fallait opter pour une approche qui traite les participants comme des individus à part entière, et non pas seulement comme des membres d'un groupe (hostile qui plus est). Cela ne signifie pas pour autant que les circonstances et les problèmes collectifs n'ont pas leur importance. Simplement, les volontés de conjuguer un travail collectif prenant en considération les dimensions sociales et politiques de la radicalisation à un travail individuel tenant compte des trajectoires de chacun paraissent hors d'atteinte, du moins à l'heure actuelle.

Il est probable que les termes « déradicalisation » et « désengagement » continueront d'être confondus – et polémiques – pendant encore un certain temps. Toutefois, en l'absence de norme reconnue en matière de déradicalisation réussie, beaucoup de pays paraissent plus enclins à mettre l'accent sur le « désengagement ». Comparé à la déradicalisation, le désengagement rencontre peu d'objections éthiques et produit un résultat plus visible. En effet, le désengagement résulte en une modification du comportement observable, alors que la déradicalisation implique un changement d'attitude et de vues plus subtil.

Il est difficile de parvenir à des généralisations à partir de ce qui a été essayé à tel ou tel endroit. Les modèles et les pratiques se recoupent dans bien des cas, mais les différences semblent toujours prévaloir. On pourrait par exemple évoquer les différences entre les approches communautaires en Afrique ou individualistes en Europe et les stratégies de rééducation idéologique et de discours alternatifs dans certaines parties de l'Asie et du Moyen-Orient. Dans le contexte européen, on relève également des approches plus ancrées dans la pratique psychologique, sociale et politique (comme l'approche « individualiste », basée sur la réhabilitation sociale et psychologique, que l'on retrouve à Aarhus au Danemark).

Vient ensuite une question épineuse : la déradicalisation relève-t-elle d'un processus individuel ou collectif ? Ou des deux ? Cette interrogation s'apparente aux questions cruciales liées à l'évaluation au sein des programmes de déradicalisation et de désengagement. L'expérience concrète montre que, si certains individus peuvent être sensibles à des programmes conçus pour « déradicaliser » ou désengager, ces derniers sont souvent impuissants auprès de ceux qui sont déjà très impliqués dans la commission des actes de violence. L'évaluation peut mener à une estimation du danger que certains détenus peuvent continuer (ou ont cessé) de représenter pour la société. Plus spécifiquement, cet outil permet aux acteurs concernés de faire la distinction entre ceux qui semblent capables de réintégrer la société et ceux pour qui les programmes conçus ne peuvent sans doute rien.

4. Réintégration et sécurité : un compromis impossible ?

La plupart des programmes de réhabilitation majeurs ont en commun qu'ils offrent une perspective de réintégration ou de reconnexion à la société. Les discussions théologiques ou idéologiques peuvent parfois avoir leur utilité (l'étude de cas à Singapour en est un exemple), mais, dans bien des cas, c'est

la dimension émotionnelle de la reconnexion qui s'avère primordiale.

Il est important d'identifier des voies par lesquelles gagner la confiance de l'individu pour l'aider à développer sa pensée critique – que ce soit dans le monde réel, à travers une volonté de (ré)investir certains aspects de la société, ou en ligne, avec un œil plus averti vis-à-vis de la propagande extrémiste. Selon les spécificités du contexte et l'individu ciblé, cette mise en confiance peut passer par des jeunes, des travailleurs sociaux, un agent de prévention, un imam, un ami ou encore un extrémiste repent. Ces acteurs peuvent servir d'intermédiaires crédibles entre les différentes communautés et entre les communautés et les autorités.

Ces points continueront d'être débattus et de susciter la controverse au cours des années à venir. Cependant, une chose est certaine : il faut trouver des moyens pour permettre entre les différents espaces et régions un partage continu des pratiques les plus efficaces au sein d'une communauté professionnelle globale, dans des conditions de partage libres et sans contrainte qui admettent l'expression d'une grande diversité d'acteurs et de points de vue (experts de la sécurité, conseillers, autorités religieuses, représentants de la société civile, proches et amis, psychologues ou encore consultants en marketing et en relations publiques). Il faut également trouver des moyens pour que les recommandations et les expériences des professionnels de la sécurité et du renseignement soient entendues. Sans ces contributions, la communauté des spécialistes de ces questions serait fortement entravée : en l'absence de cet échange de vues nécessaire avec les services de sécurité, toute « solution » théorique mise en avant risque de n'être qu'un grand coup d'épée dans l'eau qui ne s'attaque qu'aux symptômes. Il est nécessaire de renforcer la communication pour mieux comprendre les préoccupations et les expériences de tous les participants et de tous les acteurs. Peut-être qu'alors, nous pourrions faire de véritables progrès.

BIBLIOGRAPHIE

- Agerschou, T., 2014, « Preventing Radicalization and Discrimination in Aarhus », *Journal for Deradicalization*, vol. 15, n° 1, pp. 5-22.
- Alonso, R., 2011, « Why Do Terrorists Stop? Analyzing Why ETA Members Abandon or Continue with Terrorism », *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 34, n° 9, pp. 696-716.
- Atran, S., Waziri, H. et Davis, R., 2017, « Life after the Caliphate », 19 octobre 2017, disponible en ligne : <http://www.nybooks.com/daily/2017/10/19/isis-after-the-caliphate/>
- Barrett, R., 2017, « Beyond the Caliphate: Foreign Fighters and the Threat of Returnees », The Soufan Group, disponible en ligne : <http://thesoufancenter.org/wp-content/uploads/2017/11/Beyond-the-Caliphate-Foreign-Fighters-and-the-Threat-of-Returnees-TSC-Report-October-2017-v3.pdf>
- Barrett, R. et Bokhari, L., 2008, « Deradicalisation and Rehabilitation Programmes Targeting Religious Terrorists and Extremists in the Muslim World: An Overview », in Bjorgo, T. et Horgan, J. G., 2008, *Leaving Terrorism Behind: Individual and Collective Disengagement*, Routledge.
- Bei Yi, S., 2018, « S'pore still Trying to Develop Right Tools to Rehabilitate Self-Radicalised Individuals: Shanmugam », *The Straits Times*, 13 mars 2018, disponible en ligne : <http://www.straitstimes.com/singapore/spore-still-trying-to-develop-right-tools-to-rehabilitate-self-radicalised-individuals>
- Braddock, K., 2014, « The Talking Cure? Communication and Psychological Impact in Prison De-Radicalisation Programs », in Silke, A. (dir.), 2014, *Prisons, Terrorism and Extremism: Critical Issues in Management, Radicalisation and Reform*, pp. 60-74.
- Braw, E., 2014, « Inside Denamrk's Radical Jihadist Rehabilitation Programme », *Newsweek*, 17 octobre 2014.
- Caucasus Knot, 2017, « Глава Ингушетии заявил о возвращении пяти боевиков к мирной жизни » [« Le dirigeant de l'Ingouchie annonce le retour à la vie civile de cinq combattants rapatriés. »], *Caucasus Knot*, 6 mai 2017, disponible en ligne : <https://www.kavkaz-uzel.eu/articles/302285>
- Coolsaets, R., 2016, « All Radicalisation is Local: The Genesis and Drawbacks of an Elusive Concept », *Egmont Paper*, n° 84, juin, disponible en ligne : <http://www.egmontinstitute.be/content/uploads/2016/05/ep84.pdf?type=pdf>
- Bureau de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, 2008, *First Report of the Working Group on Radicalisation and*

- Extremism that Lead to Terrorism: Inventory of State Programs, New York, UN/CTITF, septembre.
- Crisis Group Report, 2012, « The North Caucasus: The Challenges of Integration (II), Islam, the Insurgency and Counter-Insurgency ».
- Dalgaard-Nielsen, A., 2013, « Promoting Exit from Violent Extremism: Themes and Approaches », *Studies in Conflict and Terrorism*, vol. 36, n° 3, pp. 99-115.
- Davis, N., 2017, « Study of Iraq Fighters Reveals what Makes People Prepared to Die for a Cause », *The Guardian*, 4 septembre 2017.
- Fabi, R. & Kapoor, K., 2016, « Jail to Jihad: Indonesian Prisons a Breeding Ground for Militancy », *Reuters*, 19 janvier 2016, disponible en ligne : <https://www.reuters.com/article/us-indonesia-blast-prisons/jail-to-jihad-indonesian-prisons-a-breeding-ground-for-militancy-idUSKCN0UW298>
- Gómez, Á., López-Rodríguez, L., Sheikh, H., Ginges, J., Wilson, L., Waziri, H., Vázquez, A., Davis, R. et Atran, S., 2017, « The Devoted Actor's Will to Fight and the Spiritual Dimension of Human Conflict », *Nature Human Behaviour*, n° 1, pp. 673-679.
- Goodale, R., 2017, « Rapport public de 2017 sur la menace terroriste pour le Canada : bâtir un Canada sécuritaire et résilient », Sécurité publique Canada, disponible en ligne : <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/pblc-rprt-trrrst-thrt-cnd-2017/pblc-rprt-trrrst-thrt-cnd-2017-fr.pdf>
- Grinberg, E., 2017, « How the New York City Truck Attack Unfolded », CNN, 1^{er} novembre 2017, disponible en ligne : <https://www.cnn.com/2017/10/31/us/timeline-new-york-attack/index.html>
- Gunaratna, R. et Feisal Bin Mohamed Hassan, M., 2015, « Terrorist Rehabilitation: The Singapore Experience », in Gunaratna, R. et Bien Ali, M. (dir.), 2015, *Terrorist Rehabilitation: A New Frontier in Counter-Terrorism*, Imperial College Press and Singapore: World Scientific, pp. 41-70.
- Henley, J., 2014, « How do you Deracialize Returning ISIS Fighters ? », *The Guardian*, 12 novembre 2014.
- Higgins, A., 2014, « For Jihadists, Denmark Tried Rehabilitation », *The New York Times*, 13 décembre 2014.
- Horgan, J., 2014, « Leaving Terrorism Behind », in Silke, A. (dir.), 2014, *Terrorists, Victims and Society*, Routledge.
- Horgan, J. et Altier, M. B., 2012, « The Future of Terrorist Deradicalisation Programmes », *Georgetown Journal of International Affairs*, vol. 13, n° 2, pp. 83-90.
- Horgan, J., Altier, M. B., Shortland et Taylor, M., 2016, « Walking Away: The Disengagement and De-Radicalisation of a Violent Right-Wing Extremist », *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression*, vol. 9, n° 2, pp. 63-77.
- Horgan, H. et Braddock, K., 2010, « Rehabilitating the Terrorists? Challenges in Assessing the Effectiveness of De-radicalisation Programmes », *Terrorism and Political Violence*, n° 22, pp. 267-291.
- Huda, N. et Sim, S., 2016, « From Prison to Carnage in Jakarta: A Tale of Two Terrorist Convicts, their Mentor behind Bars, and the Fighter with ISIS (Part 1) », *Brookings*, 22 janvier 2016, disponible en ligne : <https://www.brookings.edu/opinions/from-prison-to-carnage-in-jakarta-a-tale-of-two-terrorist-convicts-their-mentor-behind-bars-and-the-fighter-with-isis-part-1>
- Huncar, A., 2015, « 3 ISIS Recruits from Edmonton Believed Killed », *CBC News*, 15 janvier 2015, disponible en ligne : <https://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/3-isis-recruits-from-edmonton-believed-killed-1.2901146>
- Hussain, M., 2016, « A Better Way to Keep Kids from Joining ISIS: Talk to Them », *The Intercept*, 7 avril, 2016, disponible en ligne : <https://theintercept.com/2016/04/07/a-better-approach-to-counteracting-violent-extremism>
- Jacobson, M., 2010, « Terrorist Dropouts: Learning from Those Who Have Left », *Washington Institute for Near East Policy, Policy Focus #101*, January, disponible en ligne : <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/terrorist-dropouts-learning-from-those-who-have-left>
- Jones, S. G., Liepman, A. M. et Chandler, N., 2016, *Counterterrorism and Counterinsurgency in Somalia: Assessing the Campaign Against Al Shabaab*, Santa Monica, CA: RAND Corporation, cité dans Williams, D., 2018, « Subduing Al Shabaab: The Somali Model of Counter-Terrorism and its Limits », *The Washington Quarterly*, vol. 41, n° 2, pp. 95-111.
- Kassimeris, G., 2011, « Why Greek Terrorists Give Up: Analyzing Individual Exit from the Revolutionary Organization 17 November », *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 34, n° 7, pp. 556-571.
- Kazungu, S., 2016, « Kenya: Report Reveals Al Shabaab Returnees Do not Trust Amnesty », *Daily Nation*, 21 septembre 2016.
- Knefel, J., 2013, « Everything you've Been Told about Radicalisation is Wrong », *RollingStone*, 6 mai 2013, disponible en ligne : <https://www.rollingstone.com/politics/news/everything-youve-been-told-about-radicalisation-is-wrong-20130506>
- Köhler, D., 2013, « Family Counselling as Prevention and Intervention Tool Against "Foreign Fighters" », *The German "Hayat" Programme, JEX – Journal EXIT-Deutschland: Zeitschrift für Deradikalisierung und demokratische Kultur*, n° 3, 2013, pp. 182-204, disponible en ligne : <http://journals.sfu.ca/jed/index.php/jex/article/viewFile/49/83>
- Kruglanski, A. W., 2014, « Joining Islamic State is about Sex and Aggression, not Religion », 16 octobre 2014, disponible en ligne : <http://blogs.reuters.com/great-debate/2014/10/16/joining-islamic-state-is-about-sex-and-aggression-not-religion>
- , 2014, « The 3-Step Guide to De-Radicalizing Jihadist », *Reuters Blogs*, 5 novembre 2014, disponible en ligne : <http://blogs>.

- reuters.com/great-debate/2014/11/05/the-3-step-guide-to-de-radicalizing-jihadists
- Kruglanski, A. W., Gelfand, M. et Gunaratna, R., 2010, « Aspects of Deradicalisation », *Institute for the Study of Asymmetric Conflict*, disponible en ligne : <http://www.asymmetricconflict.org/articles/aspects-of-deradicalization>
- Kühle, L. et Lindekilde, L., 2010, « Radicalisation among Young Muslims in Aarhus », Centre d'étude en islamisme et radicalisation (CIR), Université d'Aarhus.
- Lankford, A. et Gillespie, K., 2011, « Rehabilitating Terrorists through Counter-Indoctrination: Lessons Learned from the Saudi Arabian Program », *International Criminal Justice Review*, n° 21, pp. 118-133.
- Maison-Blanche, 2017, *Presidential Proclamation Enhancing Vetting Capabilities and Processes for Detecting Attempted Entry into the United States by Terrorists or Other Public Safety Threats*, 24 septembre 2017, cité dans Williams, D., 2018, « Subduing Al Shabaab: The Somali Model of Counter-terrorism and its Limits », *The Washington Quarterly*, vol. 41, n° 2, pp. 95-111.
- Ministry of Social Affairs and Integration, 2012, « Preventing Extremism – A Danish Handbook Series: Methods for Working with Radicalisation », disponible en ligne : <https://www.counterextremism.org/resources/details/id/156>
- Mission permanente de Djibouti auprès des Nations unies, 2016, Summit of the Troop and Police Contributing Countries of the African Union Mission in Somalia (AMISOM) : Djibouti Declaration, 28 février 2016, disponible en ligne : <https://www.un.int/djibouti/news/summit-troop-and-police-contributing-countries-african-union-mission-somalia-amisom>
- Moghadam, A., 2012, « Failure and Disengagement in the Red Army Faction », *Conflict & Terrorism*, vol. 35, n° 2, pp. 156-181.
- Nasser-Eddine, M., Garnham B., Agostino K. et Caluya G., 2011, « Countering Violent Extremism (CVE) Literature Review », Canberra/Gouvernement australien, Département de la défense.
- Nease, K., 2015, « Ottawa Shooting: Day of Chaos Remembered 1 Year Later », *CBC News*, 22 octobre 2015, disponible en ligne : <http://www.cbc.ca/news/canada/ottawa/ottawa-shooting-one-year-later-1.3272984>
- Ogenga, F., 2016a, « Philosophising Alternative Media and Society Approaches to Countering Female Violent Extremism in Kenya for Peace and Security », *Research Paper*, n° 15, Southern Voices Network for Peacebuilding, Wilson Center, Washington D.C.
- , 2016b, « Beyond Material Interventions: Rethinking the Role of Gender, Media and the Politics of Female Violent Extremism in Kenya », *Policy Brief*, n° 9, Southern Voices Network for Peacebuilding, Wilson Center, Washington D.C.
- Olesen, T., 2009, Social Movement Theory and Radical Islamic Activism in Islamism Associal Movement, Centre for Studies in Islamism and Radicalisation (CIR), Department of Political Science, Aarhus University, disponible en ligne : http://ps.au.dk/fileadmin/site_files/filer_statskundskab/subsites/cir/pdf-filer/H%C3%A6fte2final.pdf
- Osman, S., 2014, « Convicted Terrorists and Indonesian Prisons », in Silke, A. (dir.), 2014, *Prisons, Terrorism and Extremism*, Routledge, pp. 214-229.
- Pedersen, J., Stothard, B., 2015, « The Danish SSP Model - Prevention through Support and Co-Operation », *Drugs and Alcohol Today*, vol. 15, n° 4, pp. 231-242.
- Porges, M., 2014, « Saudi Arabia's "Soft" Approach to Terrorist Prisoners: a Model for Others? », in *Radicalisation Awareness Network, 2018, "Preventing Radicalisation to Terrorism and Violent Extremism: Approaches and Practices"*, pp. 89-95, disponible en ligne : https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/ran-best-practices/docs/ran_collection_approaches_and_practices_en.pdf
- Ramakrishna, K., 2014, « The "Three Rings" of Terrorist Rehabilitation and Counter-Ideological Work in Singapore: a Decade on », in Silke, A. (dir.), 2014, *Prisons, Terrorism and Extremism*, Routledge, pp. 197-213.
- , 2009, « Counter-Ideological Work in Singapore: A Preliminary Assessment », *Journal of Policing, Intelligence and Counter Terrorism*, vol. 4, n° 2, pp. 41-51.
- Rosenau, W., Espach, R., Ortiz, R.D. et Herrera, N., 2013, « Why They Join, Why they Fight, and why they Leave: Learning from Colombia's Database of Demobilised Militants », *Terrorism and Political Violence*, vol. 26, n° 2, pp. 277-285,
- Russkiy Reporter, 2011, « **Хватит отчитываться трупами!** » [« Assez du décompte des corps ! »] (entretien avec Yunus-bek Yevkurov), *Russkiy Reporter*, n° 215, disponible en ligne : http://expert.ru/russian_reporter/2011/37/hvatit-otchityivatsya-trupamii
- Sapiie, M. A., 2016, « Indonesia Needs Stronger Deradicalisation Program », *The Jakarta Post*, 21 mars 2016.
- Schmid, A. P., 2013, « Radicalisation, De-Radicalisation, Counter-Radicalisation: A Conceptual Discussion and Literature Review », travail de recherche pour l'ICCT (Centre international pour la lutte contre le terrorisme), disponible en ligne : <https://www.icct.nl/download/file/ICCT-Schmid-Radicalisation-De-Radicalisation-Counter-Radicalisation-March-2013.pdf>
- Schmid, A. P. et Jongman, A. J., 1988, *Political Terrorism*, 2^e éd., Oxford.
- Schmid, A. P. (dir.), 2011, *The Routledge Handbook of Terrorism Research*, Routledge.
- Silke, A. (dir.), 2014, *Prisons, Terrorism and Extremism*, Routledge, pp. 69-182.
- Spalek, B. et Davies, L., 2012, « Mentoring in Relation to Violent Extremism », *Studies in Conflict and Terrorism*, vol. 35, n° 5, pp.

- 354-368.
- Stuart, H., 2015, « Community Policing and Preventing Extremism: Lessons from Bradford », Centre for the Response to Radicalisation and Terrorism, Policy Paper, n° 4, disponible en ligne : <http://henryjacksonsociety.org/wp-content/uploads/2015/02/Community-Policing-and-Preventing-Extremism.pdf>
- Sumpter, C., 2017, « Countering Violent Extremism in Indonesia: Priorities, Practice and the Role of Civil Society », *Journal for Deradicalization*, été 2017, n° 11, pp. 112-147, disponible en ligne : <http://journals.sfu.ca/jd/index.php/jd/article/viewFile/103/86>
- The George Washington University, 2018, « GW Extremism Tracker: The Islamic State in America », Program on Extremism, février 2018, disponible en ligne : <https://extremism.gwu.edu/sites/g/files/zaxdzs2191/f/February%20%2718%20Update.pdf>
- , « GW Extremism Tracker: The Islamic State in America ». Program on Extremism, février 2018, disponible en ligne : <https://extremism.gwu.edu/sites/g/files/zaxdzs2191/f/February%20%2718%20Update.pdf>
- The Permanent Mission of the Republic of Djibouti to the United Nations, 2018, « Summit of the Troop and Police Contributing Countries of the African Union Mission in Somalia (AMISOM) », 28 février 2016, disponible en ligne : <https://www.un.int/djibouti/news/summit-troop-and-police-contributing-countries-african-union-mission-somalia-amisom>
- The White House, 2017, « Presidential Proclamation Enhancing Vetting Capabilities and Processes for Detecting Attempted Entry into the United States by Terrorists or Other Public Safety Threats », 24 septembre 2017, disponible en ligne : <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/presidential-proclamation-enhancing-vetting-capabilities-processes-detecting-attempted-entry-united-states-terrorists-public-safety-threats>
- Turovsky, D., 2016, « **Россияне против россиян в Сирии** » [« Russes contre Russes en Syrie »], Meduza, 28 mars 2016, disponible en ligne : <https://meduza.io/feature/2016/03/28/rossiyane-protiv-rossiyan-v-sirii>
- Williams, P.D., 2018, « Subduing Al Shabaab: The Somali Model of Counter-Terrorism and Its Limits », *The Washington Quarterly*, vol. 41, n° 2, pp. 95-111.
- Wray, C., 2017, « Current Threats to the Homeland », Témoignage devant la Commission du sénat pour la sécurité intérieure et les affaires gouvernementales, disponible en ligne : <https://www.fbi.gov/news/testimony/current-threats-to-the-homeland>
- Wright, S. et Karmani, N., 2016, « Indonesia tries to steer convicted militants to new lives », *The Jakarta Post*, 24 juin 2016.
- Yan Liang, L., 2016, « Man Detained Again, Restrictions for Teen », *The Straits Times*, 30 juillet 2016, disponible en ligne : <http://www.straitstimes.com/singapore/man-detained-again-restrictions-for-teen>

Crédit photo couverture

Today, a Childrens' Playground. A view behind the towering accommodation blocks either side of the avenue known as Maala Straight. Here these youngsters, playing football, jockey for position during a ' Throw-In'.

© Brian Harrington Spier [CC BY-SA 2.0] - flickr

Relecture et correction

Hind Ben Fares, Vlad Berindei, Perrine Clabaux, Thomas Huet, Sabrina Mele-
notte, Allison Sanders, Charlotte Solnitzki, Fanny Weiss, Michel Zumkir.

Mise en page

Thaïs de Rodez, Fanny Weiss.

Traduction

Peter Bradford, Arthur Jazouli, Patricia Martinache, Zachary Weiss, Andrew
Wilson.

